

T2-2014

Rapport Financier

CRM &
données
stratégiques

Professionnels
de santé

Assurances
& services



→ Rapport Financier Semestriel inclus

Veillez noter que les états financiers consolidés semestriels font l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes et non les états financiers consolidés du premier et deuxième trimestre.

Rapport Financier Intermédiaire



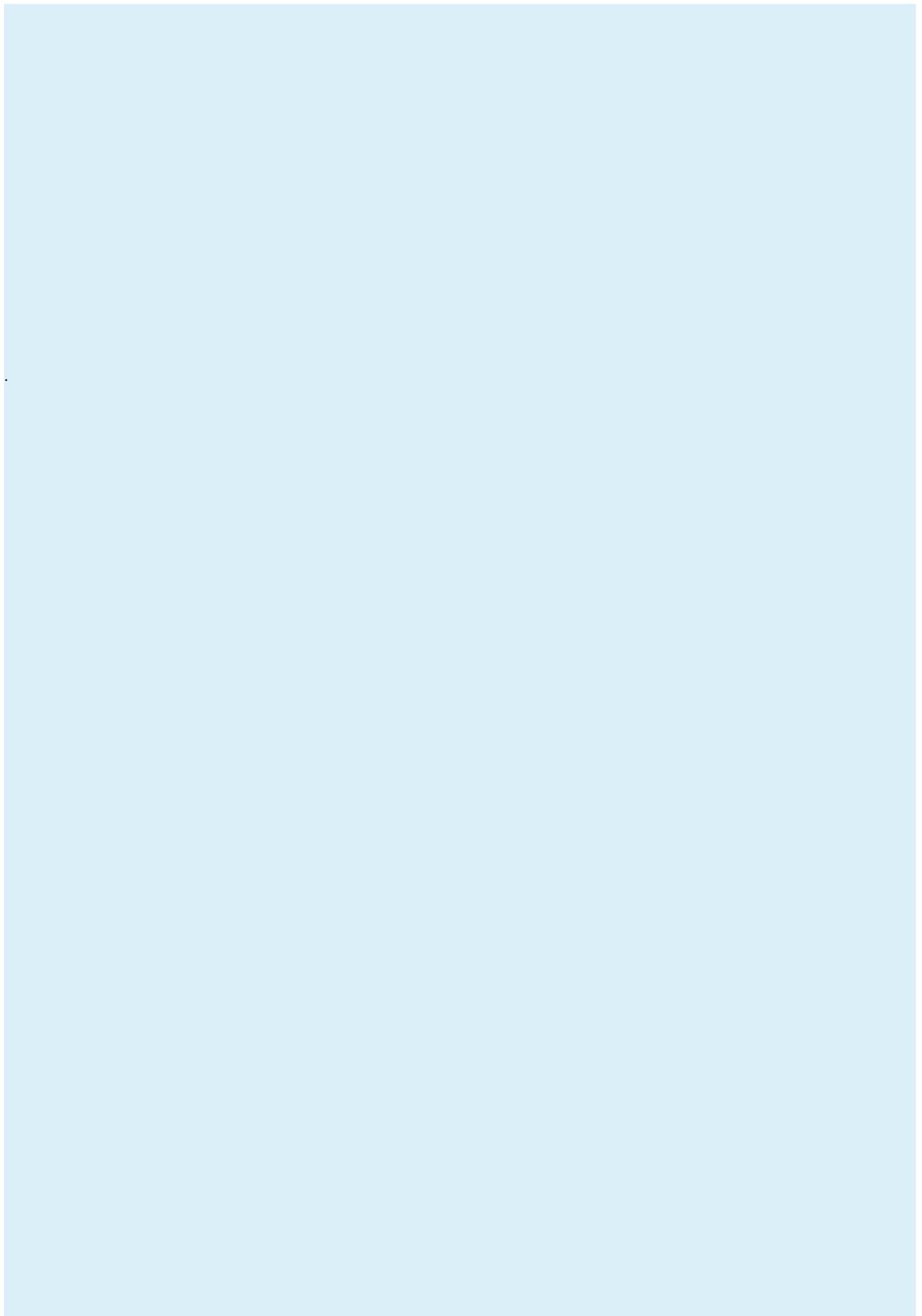
Rapport Financier

2^{ème} Trimestre et 1^{er} Semestre 2014

Sommaire



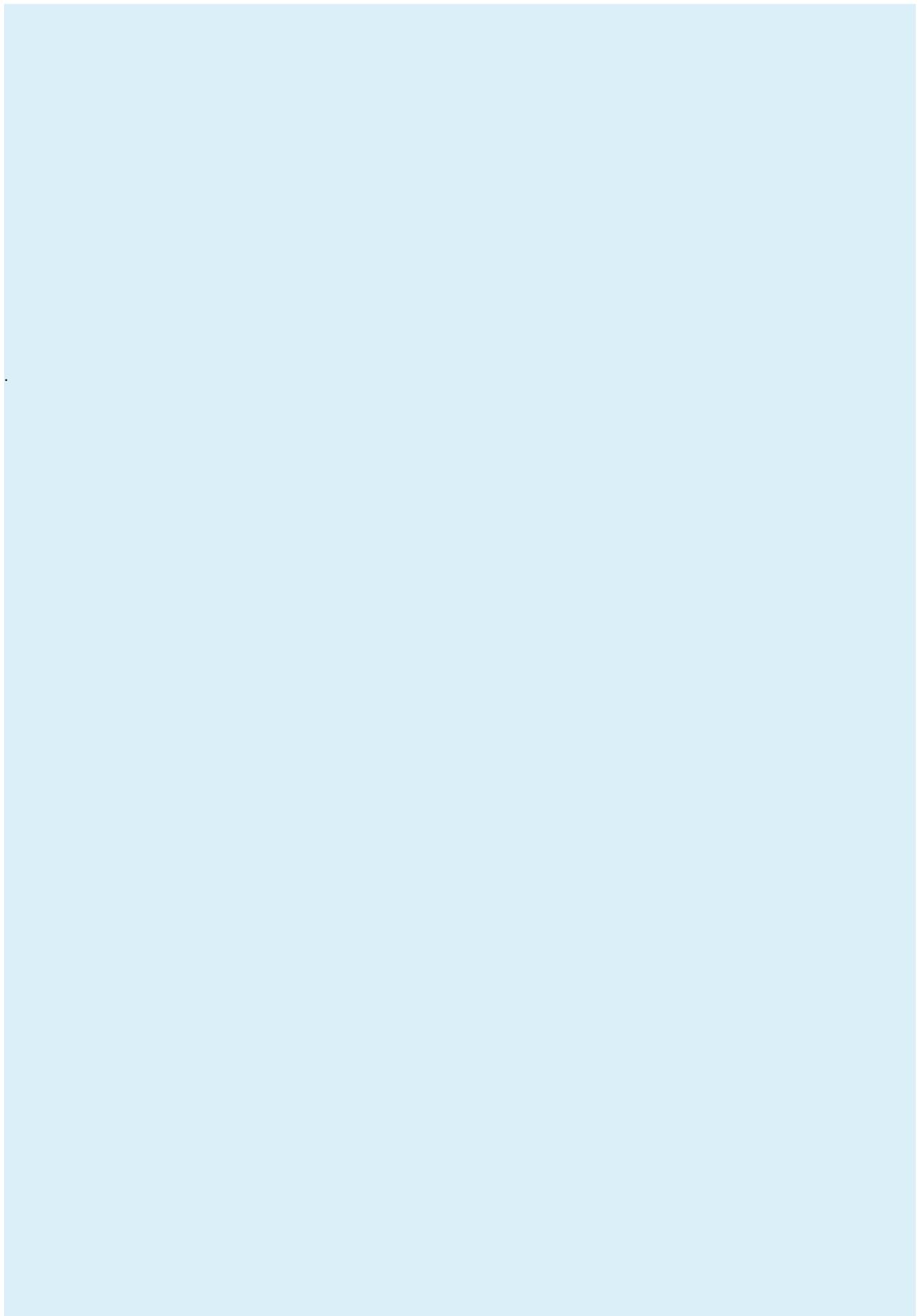
Cegedim en bref	3
Présentation des divisions de Cegedim	5
Organes de direction et de contrôle	7
Informations pour les investisseurs	8
Rapport de gestion intermédiaire	11
Commentaires sur l'activité	12
Principaux risques	37
Parties liées	38
Effectifs	39
Principaux faits marquants	40
Evénements postérieurs à l'arrêt	42
Perspectives	43
Etats financier consolidés intermédiaires	45
Etats financiers consolidés	46
Notes sur les états financiers consolidés	52
Informations complémentaires	75
Glossaire	77
Calendrier Financier	79
Contacts	79
Rapports de revue	81
Attestation du responsable du rapport financier du semestriel	82
Rapport des commissaires aux comptes	83





Cegedim “en bref”.

- Présentation des divisions de Cegedim 5
- Organes de directions et de contrôle 7
- Informations pour les investisseurs 8





Présentation des divisions de Cegedim

Cegedim est le leader des technologies et services dédiés au monde de la santé, avec des clients dans plus de 80 pays, sur les 5 continents.

Cegedim est le leader des technologies et services dédiés au monde de la santé, avec des clients dans plus de 80 pays, sur les 5 continents. Cegedim conçoit, développe, met en place, commercialise et assure le support technique d'une large gamme de solutions et services, incluant des logiciels spécialisés et la gestion de bases de données. Cegedim cible différents segments du monde de la santé tels que (1) les entreprises pharmaceutiques, biotechnologiques et autres industries de santé, (2) les professionnels de santé et (3) les compagnies d'assurance santé.

Fondée en 1969, *Cegedim S.A.* est cotée sur NYSE Euronext depuis 1995.

Les activités de *Cegedim* sont maintenant organisées en 4 divisions en fonction des services proposés et des clients ciblés : *CRM et données stratégiques*, *Professionnels de santé*, *Assurances et services* et *Activités GERS et Réconciliation*.

CRM et données stratégiques

La division *CRM et données stratégiques* accompagne les entreprises pharmaceutiques, biotechnologiques et autres industries de santé dans leurs actions notamment de marketing, en leur fournissant des solutions logicielles, des bases de données et des études. Sa gamme de produits et services inclut (i) des bases de données concernant les professionnels de santé et autres prescripteurs dont la base *OneKey*, (ii) des solutions de gestion des actions marketing et vente et notamment des plateformes de CRM, (iii) des études médicales et de marketing stratégiques, (iv) des logiciels et autres outils de mesure de l'efficacité des actions de promotion et de publicité, et (v) des services de business intelligence. De plus, le Groupe propose des solutions de compliance permettant aux entreprises des sciences de la vie et de la santé de mieux communiquer sur le bon usage des médicaments et les aider à s'assurer que leurs activités marketing sont en conformité avec les exigences réglementaires.

Pour le Groupe, la base de données *OneKey*, qui contient des informations sur plus de 13,7 millions de professionnels de santé à travers le monde, est la base de données de professionnels de santé la plus complète qui existe. Elle permet aux clients de Cegedim de disposer d'informations pertinentes sur les professionnels de santé dans différents domaines et les aide ainsi à renforcer leurs relations avec eux.

La division *CRM et données stratégiques* compte parmi ses clients les 20 plus grands groupes pharmaceutiques mondiaux (en termes de chiffre d'affaires au 31 décembre 2012). Les solutions de CRM, les bases de données et les études de marché sont également utilisées par des entreprises de l'agro-alimentaire, de l'automobile et d'autres secteurs.

Professionnels de santé

La division *Professionnels de santé* fournit (i) des logiciels répondant aux besoins de la pratique quotidienne des pharmaciens, médecins, réseaux de soins et paramédicaux aux Etats-Unis et dans la zone EMEA, et (ii) des bases de données médicales. Son offre recouvre notamment des solutions de gestion électronique des dossiers patients et des prescriptions, et des bases de données médicamenteuses, adaptées aux réglementations locales et aux usages des différents pays dans lesquels ses clients opèrent. *Cegedim* assure également les services d'installation, de maintenance, d'hébergement, de formation et de support utilisateurs associés à ses produits. En outre, à travers sa filiale *Cegelease*, le Groupe propose, en France, aux pharmaciens et professionnels de santé, des offres de financement pour l'équipement informatique (logiciel, matériel et maintenance) et l'aménagement des pharmacies (enseignes, robotique, mobilier,...). Dans ce cadre, le Groupe intervient principalement en tant que broker entre ses clients et des établissements financiers de renom. Enfin, en France, *Cegedim* propose également aux pharmacies des services de marketing et d'aménagement de l'espace de vente.

Assurances et services

La division *Assurances et services* regroupe l'ensemble des produits et services du Groupe destinés aux assureurs, mutuelles, institutions de prévoyance et intermédiaires pour les assurances santé principalement en France. Cette division rassemble des compétences sur l'ensemble de la chaîne des échanges entre les professionnels de santé et les organismes assureurs et gestionnaires de régimes obligatoires et complémentaires. Son offre inclut (i) la fourniture de solutions d'informatisation des assureurs et mutuelles de santé, (ii) la gestion de flux de santé et de tiers payant, et (iii) des prestations de gestion.

Le Groupe cible également à travers cette division des entreprises de tous secteurs d'activité intéressées par les problématiques d'hébergement, d'externalisation (notamment paie et RH avec *Cegedim SRH*) et d'échanges dématérialisés (*Cegedim e-business*).

Activités GERS et Réconciliation

Au quatrième trimestre 2013, *Cegedim* a commencé à séparer les activités inhérentes au statut de tête de Groupe coté ainsi que les activités de support aux autres divisions du Groupe dans une nouvelle division nommée *Réconciliation*. Cette division comprend : (i) les activités de support qui sont refacturées aux prix de marché aux divisions utilisatrices (comme la tenue de comptabilité, la gestion des ressources humaines et de la trésorerie, l'assistance juridique et le marketing) et (ii) les activités de tête de Groupe qui ne peuvent pas être attribuées à une unique division ou à une activité particulière (comme le management stratégique du Groupe, la production d'informations consolidées et la communication financière). Les activités de la division *Réconciliation* sont essentiellement réalisées par la maison mère *Cegedim SA*, qui exerce par ailleurs des activités opérationnelles dont la principale est *CRM et données stratégiques*. Auparavant, les activités de la division *Réconciliation* étaient logées dans la division de rattachement de la principale activité opérationnelle de *Cegedim SA* : *CRM et données stratégiques*. Fin juin 2014, les activités *GERS* en France et en Roumanie et la société *Pharmastock* ont été transférées de la division *CRM et données stratégiques* vers la division *Réconciliation*, qui de ce fait a été renommée *Activités GERS et Réconciliation*. Cette réorganisation vise à simplifier la lecture du compte de résultat de *Cegedim* dans le cas où une suite favorable serait donnée à l'offre d'IMS Health.



Organes de direction et de contrôle

Au 30 juin 2014

Conseil d'Administration

Jean-Claude Labrune
Président du Conseil d'Administration

Laurent Labrune

Aude Labrune-Marysse

Pierre Marucchi
Représentant de FCB

Anne-Sophie Hérelle
Représentant de Bpifrance

Valérie Raoul-Desprez
Nommée sur proposition de Bpifrance

Anthony Roberts
Représentant d'Alliance Healthcare France

Philippe Tcheng
Représentant du GERS GIE

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Jean-Louis Mery

Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Représenté par Solange Aiäche

Mazars
Représenté par Jérôme de Pastors

Comité d'Audit

Valérie Raoul-Desprez
Présidente

Aude Labrune-Marysse

Pierre Marucchi

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Comité de Nomination

Jean-Claude Labrune
Président

Valérie Raoul-Desprez

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Comité des Rémunérations

Jean-Pierre Cassan
Président, Administrateur Indépendant

Aude Labrune-Marysse

Jean-Louis Mery

Comité Stratégique

Jean-Claude Labrune
Président

Laurent Labrune

Anne-Sophie Hérelle

Direction Générale

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général

Pierre Marucchi
Directeur Général Délégué

Karl Guenault
Directeur de l'Excellence Opérationnelle

Directions Opérationnelles

Laurent Labrune
Cegedim Relationship Management

Bruno Sarfati
Cegedim Strategic Data

Alain Missoffe
Cegedim Healthcare Software

Philippe Simon
Cegedim Assurances

Arnaud Guyon
Cegedim e-business

Jérôme Rousselot
Cegedim SRH



Informations pour les investisseurs

Clarté, Simplicité, Transparence.

ISIN

FR0000053506

Reuters

CGDM.PA

Bloomberg

CGM

Marché de cotation

**NYSE Euronext
Paris**

Cegedim en bref

L'action Cegedim a progressé de 12,2% sur les six premiers mois de 2014

Réception d'une offre ferme pour le rachat de la nouvelle division CRM et données stratégiques

L'action Cegedim

L'action Cegedim a évolué négativement au cours du **deuxième trimestre 2014**. Le cours de clôture à fin juin était de 25,68€ en recul de 7,6% sur le trimestre. Le 25 juin 2014 le cours, en séance, a atteint son plus haut du trimestre à 29,00€.

en euro	2 ^{ème} Trimestre		Année 2013
	2013	2014	
Valeur de l'action en clôture	23,50	25,68	22,89
Moyenne sur la période	24,19	26,26	22,02
Plus haut sur la période	26,99	29,00	26,97
Plus bas sur la période	21,21	21,97	18,48
Capitalisation boursière (M€)	328,9	359,4	320,4
Nombre de titres émis (M)	14,0	14,0	14,0

Source: Bloomberg

L'action Cegedim a évolué positivement au cours des **six premiers mois de 2014**. Le cours de clôture à fin juin était de 25,68€, en hausse de 12,2% sur la période. Le 25 juin 2014, le cours, en séance, a atteint son plus haut niveau à 29,00€.

en euro	Janvier - Juin		Année 2013
	2013	2014	
Valeur de l'action en clôture	23,50	25,68	22,89
Moyenne sur la période	23,38	25,83	22,02
Plus haut sur la période	27,50	29,00	26,97
Plus bas sur la période	18,70	21,50	18,48
Capitalisation boursière (M€)	328,9	359,4	320,4
Nombre de titres émis (M)	14,0	14,0	14,0

Source : Bloomberg

Structure de l'actionariat

Au 30 juin 2014	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote ^(a)	% de capital	% de droits de vote
FCB	7 361 044	14 688 131	52,6%	62,7%
Bpifrance	2 102 061	4 204 121	15,0%	18,0%
Cegedim SA	25 871	0	0,2%	0,0%
Flottant	4 508 197	4 527 810	32,2%	19,3%
Total	13 997 173	23 420 062	100,0%	100,0%

(a) Nombre total de droits de vote exerçables à l'Assemblée Générale

Notation de crédit

B+

Perspective stable

Notation de crédit

Cegedim est déterminé à maintenir un haut niveau de notation. Des réunions sont organisées régulièrement entre l'agence de notation et le top management de Cegedim.

Notation de crédit

S&P's

Évaluée le 26 avril 2013

Confirmée le 7 avril 2014

B+, Perspective stable

Financement de marché

Le 7 avril 2014, *Cegedim* a lancé une émission obligataire additionnelle de 100 millions d'euros portée dans la journée à 125 millions d'euros, sur son emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020. A l'exception de la date et du prix d'émission (105,75% augmenté des intérêts courus depuis le 1^{er} avril 2014), les obligations nouvelles sont identiques aux obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire 6,75% de 300 millions d'euros à échéance 2020 émis le 20 mars 2013.

Le produit de cette émission obligataire a été utilisé, entre autres, pour financer le rachat de 105 950 000 euros de l'emprunt obligataire à échéance 2015 (au prix de 108,102%), payer la prime ainsi que les frais y afférant et rembourser les facilités de découvert bancaire.

Titre de créance	2015 @ 7,00%	2020 @ 6,75%
Emetteur	Cegedim S.A.	Cegedim S.A.
Montant	168 550 000 EUR	425 000 000 EUR
Date d'émission	27 juillet 2010	20 mars 2013
TAP	-	125M€ le 14 avril 2014
Coupon	7,00% ; payable semi-annuellement	6,75% ; payable semi-annuellement
Format	RegS	RegS / 144A
Cotation	Luxembourg	Luxembourg
ISIN RegS	FR0010925172	XS0906984272
ISIN Rule 144A	-	XS0906984355

Analystes

Actions

Kepler Cheuvreux

Benjamin Terdjman

CM-CIC Securities

Jean-Pascal Brivady

Gilbert Dupont

Mickaël Chane-Du

Société Générale

Patrick Jousseume

Genesta

Guillaume Nédélec

Crédits

Exane

Benjamin Sabahi

ODDO

Carole Braudeau

Imperial Capital

Diego Affo

Société Générale

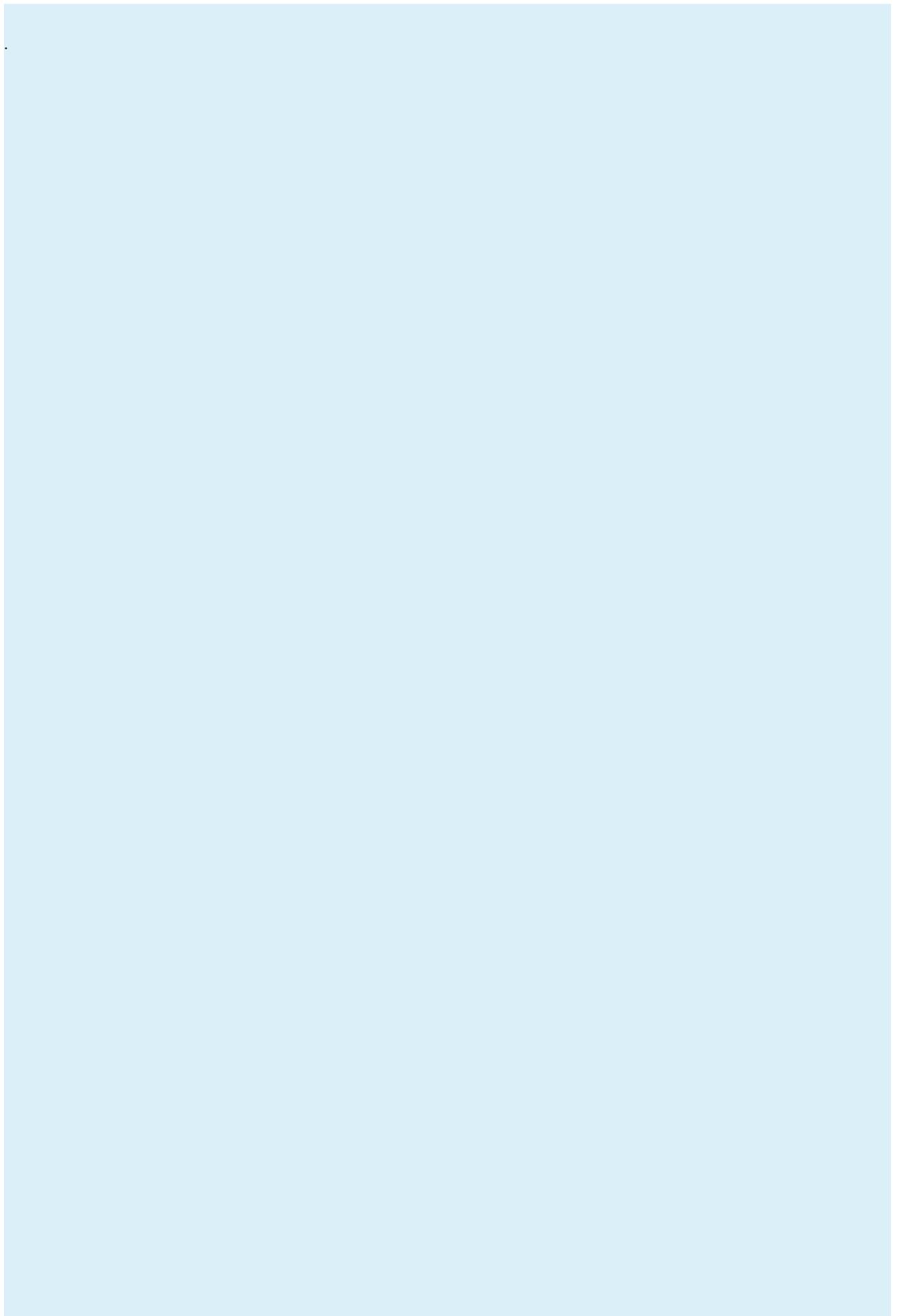
Priya Viswanathan

BofA Merrill Lynch

Navann Ty

J.P. Morgan

Ela.N. Kurtoglu



Rapport de gestion intermédiaire.

• Commentaires sur l'activité	12
• Principaux risques	37
• Parties liées	38
• Effectifs	39
• Principaux faits marquants	40
• Événements postérieurs à l'arrêté	42
• Perspectives	43



Commentaires sur l'activité

Groupe Cegedim	13
CRM et données stratégiques	21
Professionnels de santé	24
Assurances et services	27
Activités GERS et Réconciliation	19
Commentaires sur le Bilan consolidé	31
Commentaires sur le tableau de flux de trésorerie	34



Groupe Cegedim

Cegedim est le leader des technologies et services dédiés au monde de la santé, avec des clients dans plus de 80 pays sur les 5 continents. Le Groupe conçoit, développe, met en place, commercialise et assure le support technique d'une large gamme de solutions et services, incluant des logiciels spécialisés et la gestion de bases de données. Cegedim cible différents segments du monde de la santé tels que (1) les entreprises pharmaceutiques, biotechnologiques et autres industries de santé, (2) les professionnels de santé et (3) les compagnies d'assurance santé.

Chiffre d'affaires T2

224,7M€

EBITDA T2

35,5M€

EBIT avant éléments exceptionnels T2

18,8M€

Éléments clés du T2

Le chiffre d'affaires a progressé de 0,3M€

L'EBITDA a reculé de 0,5M€

La marge d'EBITDA a reculé de 23bps

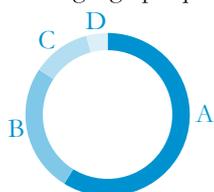
Le chiffre d'affaire a progressé de 0,3 million d'euros, soit 0,1%, passant de 224,4 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2013 à 224,7 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2014. Hors effet positif des acquisitions de 0,2% et effet défavorable de conversion de devises de 1,0%, le chiffre d'affaires a progressé de 1,0%.

Suite aux acquisitions et cessions, le périmètre des activités consolidées a enregistré l'évolution suivante dans la division *Professionnels de santé* : consolidation des sociétés *Webstar* (Royaume-Uni) en novembre 2013 et *SoCall* (France) en avril 2014. L'effet défavorable de conversion de devises de 2,4 millions d'euros, soit 1,0%, est principalement dû, à un impact négatif du dollar US (9,8% du CA) et du Yen Japonais (2,1% du CA) de respectivement 1,2 million d'euros et 0,4 million d'euros, partiellement contrebalancé par un impact positif de la Livre Sterling (9,0% du CA) de 0,9 million d'euros.

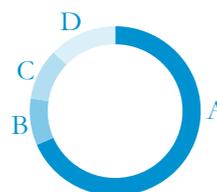
En organique, le recul de 2,8% la division *Professionnels de santé* a été plus que compensé par la croissance de 3,0% de la division *CRM et données stratégiques*, de 0,3% de la division *Assurances et services* et de 17,0% de la division *Activités GERS et Réconciliation*.

Ventilation du chiffre d'affaires du T2 2014 par :

Zone géographique



Devise



A : France	58,8%	A : EUR	68,4%
B : EMEA hors France	25,4%	B : USD	9,8%
C : Amériques	11,5%	C : GBP	9,0%
D : APAC	4,3%	D : Autres	12,8%

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro progresse de 2 points à 68%, et le dollar US et la Livre Sterling baissent d'un point à 10% et 9% respectivement, alors que les autres devises restent inchangées à 13%. Il est à noter que la répartition du chiffre d'affaires entre devises de facturation et d'établissement des comptes est sensiblement identique.

Par zone géographique, la contribution de la France progresse de 2 points à 59% et les Amériques et l'EMEA (hors France) baissent d'un point à respectivement

25% et 12%, alors que l'APAC reste inchangé à 4%.

Par division, la répartition du chiffre d'affaires évolue peu. Les parts des divisions *CRM et données stratégiques* et *Assurances et services* demeurent relativement stables à respectivement 45% et 18%. La division *Professionnels de santé* baisse d'un point à 33% et la division *Activités GERS et Réconciliation* progresse d'un point à 4%.

Les achats consommés ont reculé de 1,0 million d'euros, soit 3,3%, passant de 29,2 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 28,2 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Ils représentaient 13,0% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre 12,6% du trimestre clos le 30 juin 2014. Ce recul des achats consommés résulte principalement du recul des achats consommés au sein d'INPS (Informatisation des médecins au Royaume-Uni) suite à un niveau d'activité exceptionnel avec le NHS en 2013 et d'un recul résultant de la poursuite des mesures de maîtrise des coûts.

Les charges externes ont progressé de 2,1 millions d'euros, soit de 3,7%, passant de 56,7 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 58,8 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Ils représentaient 25,3% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre 26,2% du trimestre clos le 30 juin 2014. Cette progression des charges externes résulte principalement de l'évolution de l'activité de Cegelease.

Les frais de personnel ont reculé de 0,4 million d'euros, soit 0,4%, passant de 109,3 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 108,9 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Ils représentaient 48,7% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre 48,5% du trimestre clos le 30 juin 2014. Ce recul est principalement dû à l'impact des effets de conversion de devises. A taux constants, les frais de personnel sont en légère progression de 1,1%, reflet de la poursuite des mesures de maîtrise des coûts.

Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) introduit en France en 2013 vient réduire les charges de personnel. Pour le deuxième trimestre 2014 l'impact sur les frais de personnel est une réduction de 1,1 million d'euros contre une réduction de 0,6 million d'euros au deuxième trimestre 2013, qui correspond au prorata du montant annuel estimé sur le trimestre.

L'EBITDA a reculé de 0,5 million d'euros, soit 1,3%, passant de 35,9 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 35,5 millions d'euros le 30 juin 2014. Il représentait 16,0% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre 15,8% du trimestre clos le 31 mars 2014. Ce recul de l'EBITDA reflète l'évolution du chiffre d'affaires, des achats consommés, des charges externes et des frais de personnel (voir ci-dessus).

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 4,4 millions d'euros, soit 18,8% passant de 23,2 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 18,8 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Il représentait 10,3% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre 8,4% du trimestre clos le 30 juin 2014. Ce recul est principalement dû à l'évolution négative de 3,9 millions d'euros des dotations aux amortissements, passant de 12,7 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 à 16,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2014.

Les éléments exceptionnels représentaient, au deuxième trimestre 2014, une charge de 7,9 millions d'euros contre une charge de 2,9 millions d'euros il y a un an.

La majeure partie de ces charges est liée à l'amende de 5,7 millions d'euros infligée par l'Autorité de la concurrence (cf. *Evénements postérieurs à l'arrêté de ce document*).

Ventilation par nature des éléments exceptionnels

En millions d'euros	2 ^{ème} Trimestre		Janvier - Juin		Année 2013
	2013	2014	2013	2014	
Plus ou moins-value de cession d'actifs et ajustement de prix	—	—	—	—	—
Frais de restructurations	-1,8	-1,1	-2,8	-2,3	-4,8
Perte de valeurs sur immos. Corp. Et incorp. (y.c. ECA)	—	—	—	—	-63,3
Autres produits et charges non courants	-1,2	-6,7	-1,2	-6,9	-1,6
Eléments exceptionnels	-2,9	-7,9	-4,0	-9,1	-66,5

Ventilation par division

En millions d'euros	2 ^{ème} Trimestre		Janvier - Juin		Année 2013
	2013	2014	2013	2014	
CRM et données stratégiques	-1,5	-7,2	-2,1	-7,9	-68,7
Professionnels de santé	-1,4	-0,1	-1,8	-0,4	2,2
Assurances et services	-0,0	-0,0	-0,1	-0,1	0,2
Activités GERS et Réconciliation	-0,1	-0,5	-0,1	-0,7	-0,2
Eléments exceptionnels	-2,9	-7,9	-4,0	-9,1	-66,5

L'EBIT s'établit à 11,0 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014, contre 20,2 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013. Ce recul de 9,3 millions d'euros reflète le recul de 4,4 millions d'euros du résultat opérationnel avant éléments exceptionnels et la progression de 4,9 millions d'euros des éléments exceptionnels.

Le coût de l'endettement financier net est quasi stable à 14,5 millions d'euros au 30 juin 2014 comparé au 30 juin 2013. Cette stabilité reflète l'impact positif du refinancement d'avril 2014.

La charge d'impôts a progressé de 1,0 million d'euros passant d'une charge de 3,7 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à une charge de 4,7 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Cette progression résulte de la non-activation des impôts différés en juin 2014 contrairement à juin 2013 et d'une baisse de l'impôt sur les bénéfices.

Le résultat net consolidé ressort en perte de 7,8 million d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014 contre un profit de 2,5 millions d'euros à la même période un an plus tôt. Ce recul du résultat net consolidé reflète l'évolution de l'EBIT, des éléments exceptionnels, du coût de l'endettement financier net et de la charge d'impôts (voir ci-dessus). Après prise en compte des intérêts minoritaires **le résultat net consolidé net part du groupe** ressort en perte de 7,8 million d'euros au deuxième trimestre 2014, contre un profit de 2,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2013.

Chiffre d'affaires 6M

428,7M€

EBITDA 6M

53,5M€EBIT avant éléments
exceptionnels 6M**21,1M€**Nombre de
collaborateurs**7 994**

Éléments clés des 6M

Le chiffre d'affaires a reculé
de 8,5M€

L'EBITDA a reculé de 1,9M€

La marge d'EBITDA a reculé
de 20bps

Le chiffre d'affaires a reculé de 8,5 millions d'euros, soit 1,9%, passant de 437,2 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 428,7 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Hors effet positif des acquisitions de 0,2% et effet défavorable de conversion de devises de 1,2%, le chiffre d'affaires a reculé de 0,9%.

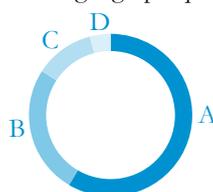
Suite aux acquisitions et cessions, le périmètre des activités consolidées a enregistré l'évolution suivante dans la division *Professionnels de santé* : consolidation des sociétés *Webstar* (Royaume-Uni) en novembre 2013 et *SoCall* (France) en avril 2014.

L'effet défavorable de conversion de devises de 5,4 millions d'euros, soit 1,2%, est principalement dû au dollar US (10,1% du CA) avec un impact négatif de 2,1 millions d'euros, de la Livre Sterling (9,4% du CA) avec 1,5 million d'euros d'impact positif et du Yen (2,2% du CA) avec un effet négatif de 1,1 million d'euros.

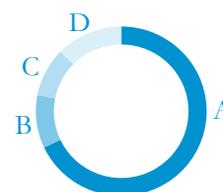
En organique, le recul de 5,0% la division *Professionnels de santé* a été partiellement compensé par la croissance de 1,2% de la division *CRM et données stratégiques*, de 1,2% de la division *Assurances et services* et de 2,3% de la division *Activités GERS et Réconciliation*.

Ventilation du chiffre d'affaires des 6 premiers mois de 2014 par :

Zone géographique



Devise



A : France	58,3%
B : EMEA hors, France	25,7%
C : Amériques	11,9%
D : APAC	4,1%

A : EUR	67,9%
B : USD	10,1%
C : GBP	9,4%
D : Autres	12,6%

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro progresse de 2 points à 68%, et le dollar US et la Livre sterling baissent d'un point à respectivement 10% et 9%, alors que les autres devises restent inchangées à 13%. Il est à noter que la répartition du chiffre d'affaires entre devises de facturation et d'établissement des comptes est sensiblement identique.

Par zone géographique, la contribution de la France progresse de 2 points à 58% et les Amériques et l'EMEA (hors France) baissent d'un point à respectivement 12% et 26%, alors que l'APAC reste inchangée à 4%.

Par division, la répartition du chiffre d'affaires évolue peu. Les parts des divisions *CRM et données stratégiques* et *Activités GERS et Réconciliation* demeurent relativement stables à respectivement 45% et 3%. La division *Professionnels de santé* baisse d'un point à 33% alors que la part de la division *Assurances et santé* progresse d'un point à 18%.

Charges d'exploitation semestrielles

Les achats consommés ont reculé de 4,3 millions d'euros, soit 7,5%, passant de 57,2 millions d'euros pour les six premiers mois de 2013 à 52,9 millions d'euros pour les six premiers mois de 2014. Ils représentaient 13,1% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 12,3% des six premiers mois de 2014. Cette baisse des achats consommés résulte principalement du recul des achats consommés au sein d'INPS (Informatisation des médecins au Royaume-Uni) suite à un niveau d'activité exceptionnel avec le NHS en 2013 et d'un recul résultant de la poursuite des mesures de maîtrise des coûts.

Les charges externes ont progressé de 2,8 millions d'euros, soit de 2,5%, passant de 113,5 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 116,4 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Ils représentaient 26,0% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 27,1% des six premiers mois de 2014. Cette progression des charges externes résulte principalement d'un recours plus important aux personnels temporaires au premier trimestre et de l'évolution de l'activité de Cegelease.

Les frais de personnel ont reculé de 2,6 millions d'euros, soit 1,2%, passant de 222,3 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 219,7 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Ils représentaient 50,9% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 51,3% des six premiers mois de 2014. Ce recul est principalement dû à l'impact des effets de conversion de devises. A taux constants, les frais de personnel sont quasi stables. Cette stabilité résulte de la poursuite des mesures de maîtrise des coûts.

Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) introduit en France en 2013 vient réduire les charges de personnel. Sur les six premiers mois de 2014 l'impact sur les frais de personnel est une réduction de 1,7 million d'euros contre une réduction de 1,3 million d'euros sur les six premiers mois de 2013, qui correspond au prorata du montant annuel estimé sur six mois.

L'EBITDA a reculé de 1,9 million d'euros, soit 3,5%, passant de 55,4 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 53,5 millions d'euros le 30 juin 2014. Il représentait 12,7% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 12,5% des six premiers mois de 2014. Ce recul de l'EBITDA reflète l'évolution du chiffre d'affaires, des achats consommés, des charges externes et des frais de personnels (voir ci-dessus).

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 4,8 millions d'euros, soit 18,7% passant de 25,9 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 21,1 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représentait 5,9% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 4,9% des six premiers mois de 2014. Ce recul reflète la baisse de l'EBITDA de 1,9 millions d'euros, comme indiqué ci-contre, et l'évolution négative de 2,9 millions d'euros des dotations aux amortissements, passant de 29,4 millions d'euros pour les six premiers mois de 2013 à 32,3 millions d'euros pour les six premiers mois de 2014.

Les éléments exceptionnels représentaient, sur les six premiers mois de 2014, une charge de 9,1 millions d'euros contre une charge de 4,0 millions d'euros il y a un an. La majeure partie de ces charges est liée à l'amende de 5,7 millions d'euros infligée par l'Autorité de la concurrence (cf. *Evénements postérieurs à l'arrêté de ce document*).

L'EBIT s'établit à un profit de 12,0 millions d'euros pour les six premiers mois de 2014, contre un profit de 21,9 millions d'euros pour les six premiers mois de 2013. Cette baisse de 9,9 millions d'euros, soit 45,3%, reflète le recul de 4,8 millions d'euros du résultat opérationnel avant éléments exceptionnels et la hausse de 5,1 millions d'euros des éléments exceptionnels.

Charges financières semestrielles

Le coût de l'endettement financier net a diminué de 11,6 millions d'euros passant de 36,1 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 24,4 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Ce recul reflète l'effet de base lié aux charges comptables du refinancement de 2013.

La charge d'impôts a progressé de 5,7 millions passant d'un crédit de 0,4 million d'euros sur les six premiers mois de 2013 à une charge de 5,3 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Cette progression résulte de la non-activation des impôts différés en 2014 contrairement à 2013 et partiellement compensée par une baisse de l'impôt sur les bénéfices.

Bénéfice (perte) net semestrielles

Le résultat net consolidé ressort en perte de 16,8 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014 contre une perte de 12,8 millions d'euros à la même période un an plus tôt. Ce recul du résultat net consolidé reflète l'évolution de l'EBIT, des éléments exceptionnels, du coût de l'endettement financier net et de la charge d'impôts (voir ci-dessus). Après prise en compte des intérêts minoritaires **le résultat consolidé net part du groupe** ressort en perte de 16,8 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014, contre une perte de 12,8 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013.

Chiffres clés

Groupe

Cegedim

<i>En millions d'euros</i>		2 ^{ème} Trimestre			Janvier - Juin			Année 2013
		2013	2014	Var.	2013	2014	Var.	
Chiffre d'affaires	€m	224,4	224,7	0,1%	437,2	428,7	-1,9%	902,3
Achat consommés	€m	-29,2	-28,2	-3,3%	-57,2	-52,9	-7,5%	-108,3
Charges externes	€m	-56,7	-58,8	3,7%	-113,5	-116,4	2,5%	-232,0
Frais de personnel	€m	-109,3	-108,9	-0,4%	-222,3	-219,7	-1,2%	-433,5
EBITDA	€m	35,9	35,5	-1,3%	55,4	53,5	-3,5%	155,7
Marge EBITDA	%	16,0	15,8	-23bps	12,7	12,5	-20bps	17,3
Dépréciation	€m	-12,7	-16,6	30,7%	-29,4	-32,3	9,8%	-63,5
EBIT avant éléments exceptionnels	€m	23,2	18,8	-18,8%	25,9	21,1	-18,7%	92,1
Marge EBIT avant élém. excep.	%	10,3	8,4	-196bps	5,9	4,9	-101bps	10,2
Éléments exceptionnels	€m	-2,9	-7,9	166,9%	-4,0	-9,1	125,3%	-66,5
EBIT	€m	20,2	11,0	-45,9%	21,9	12,0	-45,3%	25,6
Marge EBIT	%	9,0	4,9	-415bps	5,0	2,8	-221bps	2,8
Coût de l'endettement financier net	€m	-14,5	-14,5	+0,5%	-36,1	-24,4	-32,2%	-60,1
Total impôt	€m	-3,7	-4,7	28,0%	0,4	-5,3	n.m.	-25,5
Résultat net consolidé	€m	2,6	-7,8	n.m.	-12,8	-16,8	30,6%	-58,6

45% du CA Groupe

CRM et données stratégiques

<i>En millions d'euros</i>		2 ^{ème} Trimestre			Janvier - Juin			Année 2013
		2013	2014	Var.	2013	2014	Var.	
Chiffre d'affaires	€m	101,8	102,0	0,1%	198,5	194,5	-2,0%	452,8
EBIT avant élém. excep.	€m	7,2	6,2	-13,4%	2,4	2,7	11,1%	38,3
Marge EBIT	%	7,0	6,1	-95bps	1,2	1,4	16bps	8,5
Éléments exceptionnels	€m	-1,5	-7,2	n.m.	-2,1	-7,9	279,1%	-68,7
EBIT	€m	5,7	-1,0	n.m.	0,3	-5,2	n.m.	-30,4
EBITDA	€m	10,7	12,8	19,1%	13,0	16,0	23,0%	62,7
Marge EBITDA	%	10,6	12,5	200bps	6,6	8,2	168bps	13,8
Dépréciation	€m	-3,6	-6,6	84,1%	-10,6	-13,3	25,7%	-24,4

Chiffres clés

33% du CA Groupe

En millions d'euros		2 ^{ème} Trimestre			Janvier - Juin			Année 2013
		2013	2014	Var.	2013	2014	Var.	
Chiffre d'affaires	€m	75,7	74,6	-1,8%	147,6	141,9	-3,9%	288,8
EBIT avant élém. excep.	€m	9,8	8,2	-16,7%	17,1	13,0	-23,9%	35,5
Marge EBIT	%	13,0	11,0	-196bps	11,6	9,1	-241bps	12,3
Éléments exceptionnels	€m	-1,4	-0,1	n,m,	-1,8	-0,4	-76,4%	2,2
EBIT	€m	8,4	8,1	-3,6%	15,2	12,6	-17,6%	37,7
EBITDA	€m	15,2	14,3	-6,2%	28,3	24,3	-14,2%	59,7
Marge EBITDA	%	20,0	19,1	-89bps	19,2	17,1	-206bps	20,7
Dépréciation	€m	-5,3	-6,0	13,2%	-11,3	-11,3	0,4%	-24,2

Professionnels de santé

18% du CA Groupe

En millions d'euros		2 ^{ème} Trimestre			Janvier - Juin			Année 2013
		2013	2014	Var.	2013	2014	Var.	
Chiffre d'affaires	€m	39,9	40,0	0,3%	77,0	78,0	1,2%	160,0
EBIT avant élém. excep.	€m	7,7	5,9	-23,9%	11,6	8,9	-23,4%	24,7
Marge EBIT	%	19,4	14,7	-468bps	15,0	11,4	-366bps	15,5
Éléments exceptionnels	€m	-0,0	-0,0	-0,0%	-0,1	-0,1	33,3%	0,2
EBIT	€m	7,7	5,9	-24,4%	11,5	8,7	-23,9%	24,9
EBITDA	€m	11,2	9,5	-14,9%	18,3	15,8	-14,0%	38,6
Marge EBITDA	%	28,0	23,8	-423bps	23,8	20,2	-358bps	24,1
Dépréciation	€m	-3,4	-3,6	5,7%	-6,8	-6,9	2,1%	-13,8

Assurances et services

3% du CA Groupe

En millions d'euros		2 ^{ème} Trimestre			Janvier - Juin			Année 2013
		2013	2014	Var.	2013	2014	Var.	
Chiffre d'affaires	€m	7,0	8,2	16,6%	14,0	14,3	2,1%	29,8
EBIT avant élém. excep.	€m	-1,6	-1,5	-5,4%	-5,1	-3,4	-32,9%	-7,8
Marge EBIT	%	-22,3	-18,1	421bps	-36,4	-23,9	1247bps	-26,1
Éléments exceptionnels	€m	-0,1	-0,5	n,m,	-0,1	-0,7	n,m,	-0,3
EBIT	€m	-1,6	-2,0	24,9%	-5,2	-4,1	-20,6%	-8,1
EBITDA	€m	-1,2	-1,1	-7,1%	-4,3	-2,6	-38,9%	-6,2
Marge EBITDA	%	-16,4	-13,1	335bps	-30,5	-18,3	1223bps	-20,7
Dépréciation	€m	-0,4	-0,4	-0,7%	-0,8	-0,8	-2,2%	-1,6

Activités GERS et Réconciliation



CRM et données stratégiques

La division CRM et données stratégiques accompagne les entreprises pharmaceutiques, biotechnologiques et autres industries de santé dans leurs actions notamment de marketing, en leur fournissant des solutions logicielles, des bases de données et des études.

Chiffre d'affaires du T2

102,0M€

EBITDA du T2

12,8M€

EBIT avants éléments exceptionnels T2

6,2M€

Éléments clés du T2

Le chiffre d'affaires a progressé de 0,1M€

L'EBITDA a progressé de 2,1M€

La marge d'EBITDA a progressé de 200bps

Le **chiffre d'affaires** a progressé de 0,1 million d'euros, soit 0,1%, passant de 101,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 à 102,0 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Hors impact négatif de conversion des devises de 2,9%, le chiffre d'affaires a progressé de 3,0%. Aucune cession, ni acquisition n'a eu lieu.

La progression du chiffre d'affaires, hors impact négatif des devises, résulte principalement de la croissance dans les pays émergents, des activités de Compliance, l'Europe prenant le relais des Etats-Unis, et des offres liées à la base de données *OneKey*. Il est à noter la stabilité de l'activité études de marché sur la période.

En 2013, le chiffre d'affaires de la division avait été principalement impacté par un changement de saisonnalité dans les prises de commandes des études de marché qui s'était traduit par leur report significatif sur la seconde partie de l'année, phénomène qui ne devrait pas se reproduire cette année.

L'**EBITDA** a progressé de 2,1 millions d'euros, soit 19,1%, passant de 10,7 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 12,8 millions d'euros au 30 juin 2014. Il représentait 10,6% du chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2013 contre 12,5% du deuxième trimestre 2014. Cette progression résulte principalement de la croissance de l'activité Compliance et des produits et services liés à la base de données *OneKey* combinée à une stabilisation de l'activité études de marché et à la poursuite des efforts de restructuration.

L'**EBIT avant éléments exceptionnels** (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 1,0 million d'euros passant de 7,2 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 6,2 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Il représentait 7,0% du chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2013 contre 6,1% du deuxième trimestre 2014. Ce recul reflète l'évolution négative de 3,0 millions d'euros des dotations aux amortissements partiellement contrebalancé par l'évolution positive de 2,1 millions d'euros de l'EBITDA.

Chiffre d'affaires 6M

194,5M€

EBITDA 6M

16,0M€EBIT avants éléments
exceptionnels 6M**2,7M€**Nombre de
collaborateurs**4 744**

Éléments clés des 6M

Le chiffre d'affaires a reculé de 4,0M€**L'EBITDA a progressé de 3,0M€****La marge d'EBITDA a progressé de 168bps**

Le **chiffre d'affaires** a reculé de 4,0 millions d'euros, soit 2,0%, passant de 198,5 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 194,5 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Hors impact négatif de conversion des devises de 3,2%, le chiffre d'affaires a progressé de 1,2%. Aucune cession, ni acquisition n'a eu lieu.

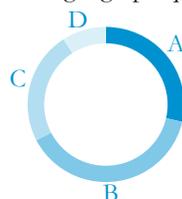
La division *CRM et données stratégiques* a contribué pour 45,4% au chiffre d'affaires total des six premiers mois de 2013 et 2014.

La progression du chiffre d'affaires, hors impact négatif des devises, résulte principalement de la croissance dans les pays émergents, des activités de Compliance, l'Europe prenant le relais des Etats-Unis, et des offres liées à la base de données *OneKey*. Il est à noter la stabilité de l'activité études de marché sur la période.

En 2013, le chiffre d'affaires de la division avait été principalement impacté par un changement de saisonnalité dans les prises de commandes des études de marché qui s'était traduit par leur report significatif sur la seconde partie de l'année, phénomène qui ne devrait pas se reproduire cette année.

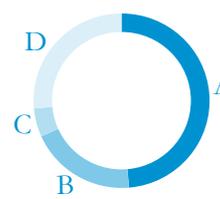
Ventilation du chiffre d'affaires des 6 premiers mois de 2014 par :

Zone géographique



A : France	28,6%
B : EMEA hors France	38,8%
C : Amériques	23,5%
D : APAC	9,1%

Devise



A : EUR	48,6%
B : USD	19,7%
C : GBP	5,3%
D : Autres	26,4%

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'euro progresse de 2 points à 49%, le dollar US baisse de 1 point à 20% alors que la Livre Sterling et les autres devises restent inchangées à respectivement 5% et 26%.

Par zone géographique, la contribution de la France et l'EMEA (hors France) progresse de 1 point à respectivement 29% et 39%, les Amériques baissent de 2 points à 24%, alors que l'APAC reste inchangée à 9%.

L'EBITDA a progressé de 3,0 millions d'euros, soit de 23,0%, passant de 13,0 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 16,0 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représentait 6,6% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 8,2% des six premiers mois de 2014. Cette progression résulte principalement de la croissance de l'activité Compliance et des produits et services liés à la base de données *OneKey* combinée à une stabilisation de l'activité études de marché et à la poursuite des efforts de restructuration. Ainsi, l'EBITDA progresse alors que le chiffre d'affaires recule.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a progressé de 0,3 million d'euros, soit 11,1%, passant de 2,4 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 2,7 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représentait 1,2% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 1,4% des six premiers mois de 2014. Cette croissance reflète l'évolution positive de l'EBITDA de 3,0 millions d'euros partiellement contrebalancée par le recul des dotations aux dépréciations de 2,7 millions d'euros, passant de 10,6 millions d'euros pour les six premiers mois de 2013 à 13,3 millions d'euros pour les six premiers mois de 2014.



Professionnels de santé

La division Professionnels de santé fournit (i) des logiciels répondant aux besoins de la pratique quotidienne des pharmaciens, médecins, réseaux de soins et paramédicaux aux Etats-Unis et dans la zone EMEA et (ii) des bases de données médicales. En outre, à travers sa filiale Cegelease, le Groupe propose en France des offres de financement aux pharmaciens et professionnels de santé. Enfin, en France, Cegedim propose également aux pharmacies des services de marketing et d'aménagement de l'espace de vente.

Chiffre d'affaires du T2

74,6M€

Le chiffre d'affaires de la division *Professionnels de santé* a reculé de 1,1 million d'euros, soit 1,4%, passant de 75,7 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 à 74,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Hors impact positif de 0,5% des acquisitions de *Webstar* (Royaume-Uni) en novembre 2013 et de *SoCall* (France) en avril 2014 et des effets de change favorables de 0,8%, le chiffre d'affaires a reculé de 2,8%.

EBITDA du T2

14,3M€

Le recul du chiffre d'affaires, hors impact de conversion des devises et de variation de périmètre résulte principalement de la baisse des activités d'informatisation des médecins au Royaume-Uni, conséquence d'un effet de base défavorable. Elles ont bénéficié en 2013 d'un chiffre d'affaires exceptionnel dans le cadre du NHS. Cette performance est partiellement contrebalancée par une croissance soutenue, en France, des activités à destination des médecins (avec une offre de services renforcés) et des infirmières avec *Simply Vitale*, et du lancement réussi de l'offre à destination des Maisons de Santé Pluridisciplinaires.

EBIT avant éléments
exceptionnels T2

8,2M€

L'activité logicielle pour les pharmaciens en France est en baisse sur la période suite à l'évolution du modèle économique du secteur. Cependant, cette activité a retrouvé en juin une bonne dynamique commerciale, laissant envisager une seconde partie de l'année plus positive en termes de chiffre d'affaires, surtout avec le lancement d'une nouvelle génération de logiciel.

Éléments clés du T2

Le chiffre d'affaires a reculé
de 1,1M€

L'EBITDA a reculé de 0,9M€

La marge d'EBITDA a reculé
de 96bps

L'EBITDA a reculé de 0,9 million d'euros, soit 6,2% passant de 15,2 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 14,3 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Il représentait 20,0% du chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2013 contre 19,1% du deuxième trimestre 2014. Ce recul de l'EBITDA reflète principalement l'effet de base défavorable des activités d'informatisation des médecins au Royaume-Uni suite à un niveau d'activité exceptionnel dans le cadre du NHS en 2013, et le recul temporaire des investissements des pharmaciens français.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 1,6 million d'euros, soit 16,7%, passant de 9,8 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2013 à 8,2 millions d'euros pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Il représentait 13,0% du chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2013 contre 11,0% du deuxième trimestre 2014. Ce recul reflète principalement l'évolution négative de 0,9 million d'euros de l'EBITDA partiellement compensé par la hausse des dépréciations de 0,7 million d'euros.

Chiffre d'affaires 6M

141,9M€

EBITDA 6M

24,3M€EBIT avants éléments
exceptionnels 6M**13,0M€**Nombre de
collaborateurs**1 777**Éléments clés des
6M**Le chiffre d'affaires a reculé
de 5,7M€****L'EBITDA a reculé de 4,0M€****La marge d'EBITDA a reculé
de 206bps**

Le **chiffre d'affaires** de la division *Professionnels de santé* a reculé de 5,7 millions d'euros, soit 3,9%, passant de 147,6 millions d'euros pour les six premiers mois de 2013 à 141,9 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Hors impact positif de 0,5% des acquisitions de *Webstar* (Royaume-Uni) en novembre 2013 et de *SoCall* (France) en avril 2014 et des effets de change favorable de 0,6%, le chiffre d'affaires a reculé de 5,0%.

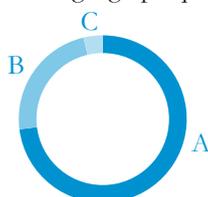
La division *Professionnels de santé* a contribué pour 33,8% au chiffre d'affaires total des six premiers mois de 2013, contre 33,1% sur les six premiers mois de 2014.

Le recul du chiffre d'affaires, hors impact de conversion des devises et de variation de périmètre résulte principalement de la baisse des activités d'informatisation des médecins au Royaume-Uni, conséquence d'un effet de base défavorable. Elles ont bénéficié en 2013 d'un chiffre d'affaires exceptionnel dans le cadre du NHS. Cette performance est partiellement contrebalancée par une croissance soutenue, en France, des activités à destination des médecins (avec une offre de services renforcés) et des infirmières avec *Simply Vitale*, et du lancement réussi de l'offre à destination des Maisons de Santé Pluridisciplinaires.

L'activité logicielle pour les pharmaciens en France est en baisse sur la période suite à l'évolution du modèle économique du secteur. Cependant, cette activité a retrouvé en juin une bonne dynamique commerciale, laissant envisager une seconde partie de l'année plus positive en termes de chiffre d'affaires, surtout avec le lancement d'une nouvelle génération de logiciel.

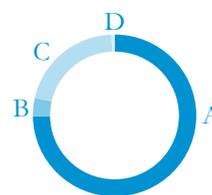
Ventilation du chiffre d'affaires des 6 premiers mois de 2014 par :

Zone géographique



A : France	73,1%
B : EMEA hors France	23,2%
C : Amériques	3,7%
D : APAC	-

Devise



A : EUR	74,8%
B : USD	3,7%
C : GBP	20,9%
D : Autres	0,6%

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : la Livre Sterling baisse de 2 points à 21%, l'Euro progresse de 2 points à 75%, alors que le dollar US et les autres devises restent inchangés à respectivement 4% et 1%.

Par zone géographique, la contribution de la France progresse de 2 points à 73% l'EMEA (hors France) baisse de 2 points à 23% alors que les Amériques restent inchangés à 4%.

L'EBITDA a reculé de 4,0 millions d'euros, soit 14,2% passant de 28,3 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 24,3 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représentait 19,2% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 17,1% des six premiers mois de 2014. Ce recul de l'EBITDA reflète principalement l'effet de base défavorable des activités d'informatisation des médecins au Royaume-Uni suite à un niveau d'activité exceptionnel dans le cadre du NHS en 2013, et le recul temporaire des investissements des pharmaciens français. Pour ces derniers, malgré les incertitudes liées aux annonces gouvernementales sur les professions « réglementées » le carnet de commande évolue favorablement.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 4,1 millions d'euros, soit 23,9%, passant de 17,1 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 13,0 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représentait 11,6% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 9,1% des six premiers mois de 2014. Ce recul reflète l'évolution négative de l'EBITDA de 4,0 millions.



Assurances et services

La division Assurances et services regroupe l'ensemble des produits et services du Groupe destinés aux assureurs, mutuelles, institutions de prévoyance et intermédiaires pour les assurances santé principalement en France. Le Groupe cible également à travers cette division des entreprises de tous secteurs d'activité intéressées par les problématiques d'hébergement, d'externalisation (notamment paie et RH avec Cegedim SRH) et d'échanges dématérialisés (e-business).

Chiffre d'affaires du T2

40,0M€

EBITDA du T2

9,5M€

EBIT avant éléments
exceptionnels T2

5,9M€

Éléments clés du T2

Le chiffre d'affaires a
progressé de 0,1M€

L'EBITDA a reculé de 1,7M€

La marge d'EBITDA a
progressé de 423bps

Le chiffre d'affaires de la division Assurances et services progresse de 0,1 million d'euros, soit 0,3%, passant de 39,9 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 à 40,0 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Il n'y a eu aucune cession, ni acquisition.

Cette croissance du chiffre d'affaires résulte principalement de la poursuite du développement de la gestion des flux de tiers payant et des nombreux succès commerciaux de Cegedim SRH (solutions pour les ressources humaines).

L'EBITDA a reculé de 1,7 million d'euros, soit 14,9%, passant de 11,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 à 9,5 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Il représentait 28,0% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre 23,8% du trimestre clos le 30 juin 2014. Ce recul de l'EBITDA est principalement dû au développement de l'offre SaaS chez Cegedim Global Payments, partie de l'activité e-business, et à l'investissement conséquent consenti pour l'activité Kadrigé, partiellement compensé par la croissance de l'activité dédiée aux compagnies d'assurance santé et de celle de Cegedim SRH, solutions pour les ressources humaines.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 1,8 million d'euros, soit 23,9%, passant de 7,7 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 à 5,9 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Il représente 19,4% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre 14,7% du trimestre clos le 30 juin 2014. Ce recul de l'EBIT reflète principalement l'évolution négative de l'EBITDA de 1,7 million d'euros.

Chiffre d'affaires 6M

78,0M€

EBITDA 6M

15,8M€EBIT avants éléments exceptionnels 6M**8,9M€**

Nombre de collaborateurs

1 227

Éléments clés des 6M

Le chiffre d'affaires a progressé de 0,9M€**L'EBITDA a reculé de 2,6M€****La marge d'EBITDA a reculé de 358bps**

Le **chiffre d'affaires** de la division *Assurances et services* a progressé de 0,9 million d'euros, soit 1,2%, passant de 77,0 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 78,0 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il n'y a eu aucune cession, ni acquisition.

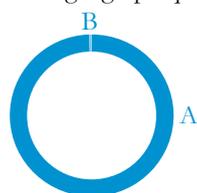
La division *Assurances et services* a contribué pour 17,6% au chiffre d'affaires total des six premiers mois de 2013, contre 18,2% des six premiers mois de 2014.

Cette croissance du chiffre d'affaires résulte principalement de la poursuite du développement de la gestion des flux de tiers payant et des nombreux succès commerciaux de *Cegedim SRH* (solutions pour les ressources humaines).

Cegedim Assurances, fournisseur de référence auprès des grands comptes et leader de ce marché continue d'engranger des contrats avec la signature, par exemple, de Génération et du Groupe Henner pour la gestion de leurs factures hospitalières.

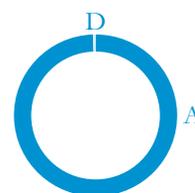
Ventilation du chiffre d'affaires des 6 premiers mois de 2014 par :

Zone géographique



A : France	99,5%
B : EMEA hors France	0,5%
C : Amériques	-
D : APAC	-

Devise



A : EUR	99,5%
B : USD	-
C : GBP	-
D : Autres	0,5%

L'EBITDA a reculé de 2,6 millions d'euros, soit 14,0%, passant de 18,3 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 15,8 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représentait 23,8% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 20,2% des six premiers mois de 2014. Ce recul de l'EBITDA est principalement dû au développement de l'offre SaaS chez *Cegedim Global Payments*, partie de l'activité e-business, et à l'investissement conséquent consenti pour l'activité *Kadriqe*, partiellement compensé par la croissance de l'activité dédiée aux compagnies d'assurance santé et de celle de *Cegedim SRH*, solutions pour les ressources humaines.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) recule de 2,7 millions d'euros, soit 23,4%, passant de 11,6 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 8,9 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représente 15,0% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre 11,4% des six premiers mois de 2014. Ce recul de l'EBIT reflète principalement l'évolution négative de 2,6 millions d'euros de l'EBITDA.



Activités GERS et Réconciliation

La division *Activités GERS et Réconciliation* regroupe à la fois des activités inhérentes au statut de tête de Groupe coté, et des activités de support aux trois secteurs opérationnels du Groupe. Cette division inclut également les activités GERS en France et en Roumanie et la société Pharmastock.

Chiffre d'affaires du T2

8,2M€

EBITDA du T2

-1,1M€

EBIT avant éléments
exceptionnels T2

-1,5M€

Éléments clés du T2

Le chiffre d'affaires a
progressé de 1,2M€

L'EBITDA a progressé de
0,1M€

La marge d'EBITDA a
progressé de 335bps

Le **chiffre d'affaires** de division *Activités GERS et Réconciliation* a progressé de 1,2 million d'euros, soit 16,8%, passant de 7,0 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 à 8,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Il n'y a eu aucune cession, ni acquisition et les effets de change sont négligeable ainsi la croissance organique est de 17,0%.

La croissance du chiffre d'affaires de cette division résulte principalement de la poursuite du développement de l'activité de statistiques de vente des produits pharmaceutiques. La forte croissance du deuxième trimestre s'explique principalement par des problèmes de facturation au premier trimestre.

L'**EBITDA** a évolué positivement de 0,1 million d'euros, soit 7,1%, passant d'une perte de 1,2 million d'euros au deuxième trimestre 2013 à une perte de 1,1 million d'euros au deuxième trimestre 2014. Il représentait -16,4% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre -13,1% du trimestre clos le 30 juin 2014. Cette évolution favorable de l'EBITDA reflète la quasi-stabilité des frais de siège et le retour progressif à l'équilibre de l'activité *GERS*.

L'**EBIT** avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a évolué positivement de 0,1 million d'euros, soit 5,4%, passant d'une perte de 1,6 million d'euros au deuxième trimestre 2013 à une perte de 1,5 million d'euros au deuxième trimestre 2014. Il représentait -22,3% du chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 juin 2013 contre -18,1% du trimestre clos le 30 juin 2014. Cette évolution positive de l'EBIT reflète principalement l'évolution positive de 0,1 million d'euros de l'EBITDA.

Chiffre d'affaires 6M

14,3M€

EBITDA 6M

-2,6M€EBIT avants éléments
exceptionnels 6M**-3,4M€**Nombre de
collaborateurs**246**

Éléments clés des 6M

**Le chiffre d'affaires a
progressé de 0,3M€****L'EBITDA évolue
positivement de 1,7M€****La marge d'EBITDA a
progressé de 1 223bps**

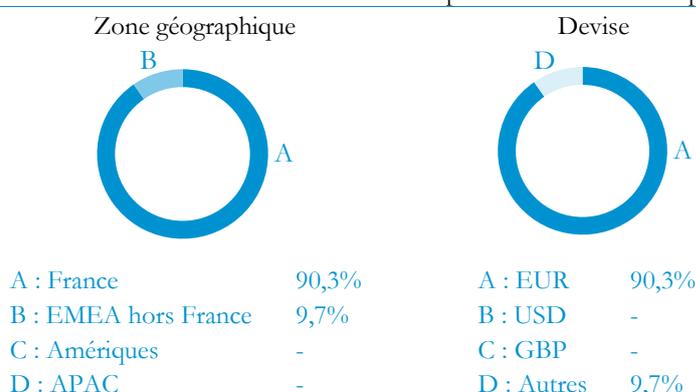
Activités GERS et Réconciliation

Le chiffre d'affaires de division *Activités GERS et Réconciliation* a progressé de 0,3 million d'euros, soit 2,1%, passant de 14,0 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 14,3 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il n'y a eu aucune cession, ni acquisition et les effets de change sont négligeable ainsi la croissance organique est de 2,3%.

La division *Activités GERS et Réconciliation* a contribué pour 3,2% au chiffre d'affaires total des six premiers mois de 2013, contre 3,3% des six premiers mois de 2014.

La croissance du chiffre d'affaires de cette division résulte principalement de la poursuite du développement de l'activité de statistiques de vente des produits pharmaceutiques. La forte croissance du deuxième trimestre s'explique principalement par des problèmes de facturation au premier trimestre.

Ventilation du chiffre d'affaires des 6 premiers mois de 2014 par :



L'EBITDA évolue positivement de 1,7 million d'euros, soit 38,9%, passant d'une perte de 4,3 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à une perte de 2,6 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représentait -30,5% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre -18,3% des six premiers mois de 2014. Cette évolution favorable de l'EBITDA reflète la quasi stabilité des frais de siège et le retour progressif à l'équilibre de l'activité GERS.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) évolue positivement de 1,7 million d'euros, soit 32,9%, passant d'une perte de 5,1 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à une perte de 3,4 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Il représentait -36,4% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2013 contre -23,9% des six premiers mois de 2014. Cette évolution favorable de l'EBIT reflète principalement l'évolution positive de l'EBITDA de 1,7 million d'euros.



Commentaires sur le bilan consolidé

Écarts d'acquisition

534,8M€

Trésorerie et équivalents

79,8M€

Le **total bilan consolidé** s'élevait à 1 237,8 millions d'euros au 30 juin 2014, en hausse de 1,4% par rapport au 31 décembre 2013.

Les **écarts d'acquisition** représentaient 534,8 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 528,5 millions d'euros à fin 2013. Cet accroissement de 6,3 millions s'explique principalement par le renforcement de certaines devises étrangères vis-à-vis de l'euro principalement due au dollar US et à la Livre Sterling pour respectivement 4,8 millions d'euros et 1,5 million d'euros. Les écarts d'acquisition représentaient 43,2% du total du bilan au 30 juin 2014, contre 43,3% six mois plus tôt.

Les **immobilisations corporelles et incorporelles** s'élevaient à 262,1 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 256,2 millions d'euros au 31 décembre 2013, une hausse de 5,9 millions d'euros, soit 2,3%. Les immobilisations corporelles ont reculé de 0,6 million d'euro, soit 1,8%, passant de 31,7 millions d'euros au 30 juin 2014 à 32,3 millions d'euros au 31 décembre 2013. Par contre, les immobilisations incorporelles ont progressé de 6,5 millions d'euros, soit 2,9% par rapport au 31 décembre 2013, reflétant la hausse des frais de développement capitalisés, partiellement compensée par une hausse de la mise en service de certains projets de R&D. La part des immobilisations corporelles et incorporelles dans le total bilan représente 21,2% au 30 juin 2014 contre 21,0% au 31 décembre 2013.

Les **créances clients part à moins d'un an** ont reculé de 13,5 millions, soit 5,9%, passant de 230,0 millions d'euros à la fin décembre 2013 à 216,4 millions d'euros à la fin juin 2014.

La **trésorerie et les équivalents de trésorerie** s'établissaient à 79,8 millions, d'euros au 30 juin 2014, en progression de 12,9 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Cette progression reflète l'opération de refinancement d'avril dernier. Il est à noter que la prime reçue (7,9 millions d'euros) lors de l'émission complémentaire de l'obligation 2020, a permis de quasiment financer la prime payée (8,6 millions d'euros) pour le rachat de l'obligation 2015. La trésorerie et équivalents de trésorerie atteignaient 6,4% du total bilan au 30 juin 2014 contre 5,5% six mois plus tôt. Il est à noter que la trésorerie nette s'élève à 79,1 millions d'euros en progression de 24,9 millions d'euros, soit 45,9% par rapport à il y a six mois.

Total dettes

539,8M€

Capitaux propres

335,6M€

La dette financière à long terme s'établissait à 528,4 millions d'euros au 30 juin 2014 en progression de 14,7 millions d'euros, soit 2,9% par rapport au 31 décembre 2013. Cette progression reflète principalement l'émission complémentaire de 125 millions d'euros de l'obligation 2020 partiellement compensée par le remboursement partiel de 106 millions d'euros de l'obligation 2015 et l'impact positif de la capitalisation des coûts d'émissions pour 4,2 millions d'euros. Les dettes à long terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 7,2 millions d'euros à fin juin 2014, niveau relativement stable par rapport au 31 décembre 2013.

Les dettes à court terme ont reculé de 13,1 millions d'euros, soit 53,4%, s'établissant à 11,5 millions d'euros au 30 juin 2014. Ce recul reflète principalement un recul du recourt aux facilités de découvert bancaire pour 12,0 millions d'euros.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie excédaient en montant la dette à moins d'un an. Les dettes à court terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 1,9 million d'euros à la fin juin 2014.

Le total des dettes financières s'élève à 539,9 millions d'euros en progression de 1,6 million d'euros. Le total des dettes financières nettes s'élève à 460,0 millions d'euros, en recul de 11,2 millions d'euros par rapport à il y a six mois. Elles représentaient 137,1% des capitaux propres au 30 juin 2014 contre 136,3% au 31 décembre 2013. Les dettes à long et court terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 9,1 millions d'euros et 0,3 million d'euros d'autres dettes à fin juin 2014. Ainsi la dette nette financière s'élève à 450,6 millions d'euros contre 462,0 millions d'euros il y a six mois.

Les capitaux propres ont reculé de 10,2 millions d'euros, soit 3,0%, à 335,6 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 345,8 millions d'euros à la fin 2013. Ce recul reflète la baisse de 56,8 millions d'euros des réserves groupe et de la prime d'émission pour 2,6 millions d'euros compensée partiellement par une variation positive de 41,9 millions d'euros du bénéfice du Groupe suite à la dépréciation de 63,3 millions d'euros des écarts d'acquisitions en décembre 2013. Enfin, les écarts de conversion Groupe évoluent favorablement de 7,4 millions d'euros. Les capitaux propres représentaient à fin juin 2014 27,1% du total bilan, contre 28,3% six mois auparavant.

Engagements hors bilan

Cegedim S.A. donne des garanties et des sûretés, en lien avec des obligations financières ou opérationnelles de ses filiales dans le cours normal des affaires. Voir note 13 des « Etats financiers consolidés ».

Le tableau ci-dessous présente les principaux financements de Cegedim en date du 30 juin 2014.

En millions d'euros	Total	Moins de		Plus de
		1 an	1-5 ans	5 ans
Emprunt obligataire à échéance 2020	425,0	—	—	425,0
Emprunt obligataire à échéance 2015	62,6	—	62,6	—
Facilité de crédit revolver	0,0	—	0,0	—
Prêt FCB	45,1	—	45,1	—
Facilité de découvert	0,7	0,7	—	—
Total	533,4	0,7	107,7	425,0

En date du 30 juin 2014, les lignes de crédit confirmées du Groupe s'élèvent à 80 millions d'euros, dont 80 millions d'euros non utilisés.

<i>En millions d'euros</i>		Décembre 2013	Juin 2014	Var.	
Actif					
Ecarts d'acquisition		528,5	534,8	1,2%	a) Hors titres des sociétés mises en équivalence
Immo. corp & incorp.		256,2	262,1	2,3%	(b) Incluant des impôts différés pour 41,5 millions d'euros au 30 juin 2014 et 42,1 millions d'euros au 31 décembre 2013
Immobilisations financières	a	14,0	14,8	5,8%	
Autres actifs non courants	b	66,0	65,2	-1,2%	
Créances clients : part à moins d'un an		230,0	216,4	-5,9%	(c) Les dettes financières long terme et court terme comprennent la participation pour un montant de 9,1 millions d'euros au 30 juin 2014 et 8,9 millions d'euros au 31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents		67,0	79,8	19,2%	
Autres actifs courants		59,6	64,7	8,5%	
Total Actif		1 221,2	1 237,8	1,4%	
Passif					
Dettes financières long terme	c	513,6	528,4	2,9%	(d) Incluant les « dettes fiscales et sociales » pour 114,9 millions d'euros au 30 juin 2014 et 124,8 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cela inclut la TVA, la participation en France et aux Etats-Unis, les provisions pour congés payés, les contributions à la sécurité sociale en France, les couvertures d'assurance en France et les bonus
Autres passifs non courants		48,3	50,2	3,9%	
Dettes financières court terme	c	24,6	11,5	-53,4%	(e) Incluant les intérêts minoritaires pour 0,2 million d'euros au 30 juin 2014 et 0,4 million d'euros au 31 décembre 2013
Autres passifs courants	d	288,8	312,1	8,1%	
Total passif (hors capitaux propres)		875,4	902,2	3,1%	
Capitaux propres	e	345,8	335,6	-3,0%	
Total passif	e	1 221,2	1 237,8	1,4%	

Endettement financier net <i>En millions d'euros</i>		Décembre 2013	Mars 2014	Juin 2014	
Dettes financières long terme		506,2	506,4	521,0	(f) L'endettement financier net équivalent au total dette moins la participation des salariés pour 9,1 millions d'euros et autres pour 0,3 million d'euros au 30 juin 2014
Dettes financières court terme		22,9	15,7	9,4	
Dettes brute		529,0	522,1	530,4	(g) Ratio d'endettement financier net sur capitaux propres
Trésorerie et équivalents		67,0	58,7	79,8	
Endettement financier net	f	462,0	463,4	450,6	
Capitaux propres		345,8	337,2	335,6	
Gearing	g	1,3	1,4	1,3	



Commentaires sur le tableau de flux de trésorerie

Flux de trésorerie générés par l'activité

66,4M€

Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

-37,1M€

Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

-4,7M€

Le Flux net de trésorerie provenant des activités d'exploitation a progressé de 13,9 millions d'euros passant de 52,5 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à 66,4 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Cette progression reflète un dégagement supérieur de 20,7 millions d'euros du besoin en fonds de roulement en juin 2014 par rapport à juin 2013 partiellement compensé par une baisse de 1,2 million d'euros de l'impôt payé. Il est à noter que la décision de l'Autorité de la concurrence étant exécutoire, Cegedim a comptabilisé une charge à payer de 5,7 millions d'euros de l'amende à fin juin 2014.

Le Flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement a progressé de 1,9 million d'euros passant d'un décaissement de 35,2 millions d'euros sur les six premiers mois de 2013 à un décaissement de 37,1 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Cette progression est principalement due à une hausse des acquisitions d'immobilisations incorporelles pour 0,9 million d'euros suite à la hausse des immobilisations de R&D, à un décalage au second semestre des dividendes reçus des sociétés mises en équivalence pour 0,8 million d'euros et à une diminution d'immobilisations financières pour 0,7 million d'euros.

Le Flux net de trésorerie provenant des activités de financement s'élève à un décaissement de 4,7 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014, en recul de 8,0 millions d'euros par rapport aux six premiers mois de 2013. Ce recul est principalement dû à la prime de 7,5 millions d'euros reçue lors de l'émission complémentaire de l'obligation 2020 en avril 2014.

Le Besoin en fonds de roulement fluctue sous l'influence de plusieurs facteurs, notamment des variations saisonnières et de l'efficacité dans le recouvrement des créances. Historiquement, Cegedim a financé son besoin en fonds de roulement grâce à sa trésorerie, au crédit revolving et à des facilités de découvert. Depuis 2011, Cegedim a également pu utiliser la trésorerie issue de la cession sans recours de créances clients dans le cadre normal de son activité.

Le besoin en fonds de roulement a reculé de 27,7 millions d'euros à la fin juin 2014 comparé à la fin décembre 2013. Ce moindre besoin est principalement dû à un recul de 8,2 millions d'euros des stocks, des créances clients et autres débiteurs et une progression de 19,6 millions d'euros des fournisseurs et autres créditeurs (incluant l'amende de 5,7 millions de l'Autorité de la concurrence non encore payée au 30 juin 2014). Le besoin en fonds de roulement à fin juin 2014 s'établit à -2,0% du chiffre d'affaires des douze derniers mois.

Les dépenses d'investissement sont relativement stables d'une année sur l'autre. Historiquement, il s'agit principalement des coûts de R&D, des achats réalisés dans le cadre des activités de location financière de *Cegelease* (Actifs faisant l'objet de contrats de location financière par *Cegelease* non transférés aux banques). Il n'existe pas d'engagements de dépenses d'investissement. La flexibilité est maintenue afin d'ajuster, de temps à autre, le niveau des dépenses d'investissement en fonction des besoins de l'activité de *Cegedim*.

Pour les six premiers mois de 2014, les dépenses d'investissement se sont établies à 36,7 millions d'euros, se répartissant en 24,2 millions d'euros de R&D immobilisés, en 6,7 millions d'euros d'investissement de maintenance et en 5,8 millions d'euros d'actifs consommés par *Cegelease* faisant l'objet de contrats de location financière non transférés aux banques. Elles représentent 8,6% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2014.

Les frais liés au personnel de Recherche et Développement représentent la majorité du total des dépenses de R&D et environ 7% du chiffre d'affaires des six premiers mois de 2014. Ce pourcentage, tout en ne constituant pas un objectif, est resté relativement stable au cours des dernières années. Environ la moitié des dépenses de R&D est immobilisée selon les normes IAS 38, qui stipulent (i) que l'immobilisation incorporelle doit être clairement identifiée et que les coûts associés doivent être séparables et évalués de façon fiable, (ii) que la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle doit être démontrée et (iii) que la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables doit être démontrée. Pour le trimestre clos au 30 juin 2014, 12,1 millions d'euros de coûts de R&D ont été capitalisés et 24,2 millions d'euros sur les six premiers mois de 2014. Le restant des dépenses de R&D est enregistré en charges au titre de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Dépenses d'investissement <i>En millions d'euros</i>	2 ^{ème} Trimestre		Janvier - Juin		Année 2013
	2013	2014	2013	2014	
R&D immobilisée	12,0	12,1	22,6	24,2	46,9
Investissement de maintenance	2,1	2,7	5,4	6,7	14,6
Actifs consommés par <i>Cegelease</i>	3,9	3,3	7,9	5,8	10,1
Total dépenses d'investissement	17,9	18,0	35,9	36,7	71,6

Les variations de trésorerie issues des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement se traduisent par une variation positive de la trésorerie de 24,9 millions d'euros à la fin de juin 2014 incluant 0,3 million d'euros d'incidence des variations de cours des devises.

<i>En millions d'euros</i>	Janvier - Juin		Année 2013
	2013	2014	
Cash flow brut a	52,0	43,9	152,6
Impôt versé	-6,4	-5,2	-12,5
Variation du BFR lié à l'activité	7,0	27,7	9,4
Flux net de trésorerie générés par l'activité	52,5	66,4	149,6
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-35,2	-37,1	-72,4
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-12,7	-4,7	-42,7
Variation de trésorerie hors effet devises	4,7	24,6	34,4
Incidence des variations de cours des devises	-0,6	0,3	-1,7
Variation de trésorerie	4,1	24,9	32,8
Trésorerie net d'ouverture	21,5	54,2	21,5
Trésorerie net de clôture	25,5	79,1	54,2

(a) *Le Cash flow brut est égal au Résultat net consolidé plus la quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence plus la dotations aux amortissements et provisions plus la plus ou moins values de cession plus le coût de l'endettement financier net plus la charge d'impôt.*



Principaux risques

Merci de consulter le
*Document de
Référence 2013*

Les activités du Groupe demeurent soumises aux risques habituels inhérents à l'exercice de ses métiers ainsi qu'aux risques de nature politique ou géopolitique liés à sa présence mondiale dans la plupart de ses activités, et à des cas imprévisibles de force majeure.

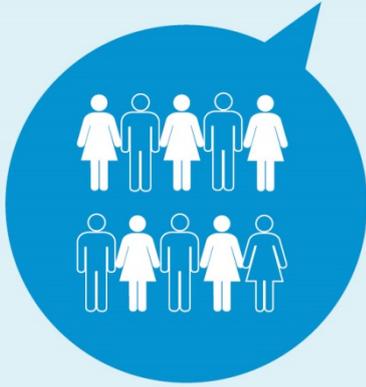
On pourra trouver une description des principaux risques à partir de la *page 25, chapitre 4 – Facteurs de risques* – du *Document de Référence 2013* déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 12 mars 2014. Au cours des six premiers mois de 2014, Cegedim n'a pas constaté de changements significatifs.



Partie liées

[Merci de consulter la page 202 du *Document de Référence 2013*](#)

Une description des transactions avec les parties liées est disponible dans la note 25 page 202, du Document de Référence 2013 de Cegedim déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 12 mars 2014. Au cours des six premiers mois 2014, Cegedim n'a identifié aucune autre transaction significative avec les parties liées.



Effectifs

Au 30 juin 2014, le Groupe Cegedim emploie 7 994 collaborateurs dans le monde, soit un niveau quasi stable par rapport 31 décembre 2013 (7 992 collaborateurs) et en baisse de 1,6% par rapport au 30 juin 2013 (8 121 collaborateurs).

Nombre de
collaborateurs

7 994

Effectifs par zone géographique

	30 juin 2013	30 juin 2014
France	3 408	3 400
EMEA hors France	2 596	2 562
Amériques	1 222	1 191
APAC	895	841
Total	8 121	7 994

Effectifs par division

	30 juin 2013	30 juin 2014
CRM et données stratégiques	4 919	4 744
Professionnels de santé	1 743	1 777
Assurances et services	1 206	1 227
Activités GERS et Réconciliation	253	246
Groupe Cegedim	8 121	7 994



Principaux faits marquants des six premiers mois

- Refinancement

- Acquisition

- Réception d'une offre ferme pour le rachat de la nouvelle division CRM et données stratégiques

Opération de refinancement

Le 7 avril 2014, Cegedim a lancé une émission obligataire additionnelle de 100 millions d'euros portée dans la journée à 125 millions d'euros, sur son emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020. A l'exception de la date et du prix d'émission (105,75% augmenté des intérêts courus depuis le 1^{er} avril 2014), les obligations nouvelles sont identiques aux obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire 6,75% de 300 millions d'euros à échéance 2020 émis le 20 mars 2013. Il est à noter que Cegedim a ainsi pu émettre à 5,60% contre 6,75% il y a un an.

Le produit de cette émission obligataire a été utilisé, entre autres, pour financer le rachat de 105 950 000 euros de l'emprunt obligataire à échéance 2015 (au prix de 108,102%), payer la prime ainsi que les frais y afférant et rembourser les facilités de découvert bancaire.

La structure de la dette à ce jour est donc la suivante :

- Emprunt obligataire de 62,6 millions d'euros à 7,00% à échéance 27 juillet 2015 ;
- Emprunt obligataire de 425 millions d'euros à 6,75% à échéance 1^{er} avril 2020 ;
- Prêt FCB de 45,1 millions d'euros arrivant à échéance en juin 2016 ;
- Crédit revolving de 80 millions d'euros à échéance 10 juin 2016, non tiré au 30 juin 2014 ;
- Facilités de découvert.

A l'annonce de l'opération, le 7 avril 2014, l'agence de notation Standard and Poor's a confirmé la notation B+, perspective stable de Cegedim ainsi que de ses deux emprunts obligataires.

Acquisition de société

Le 15 avril 2014, Cegedim a réalisé l'acquisition de la société française *SoCall*, basée en France, dont la principale activité est la mise en place et la gestion de secrétariat médical et de permanence téléphonique pour les cabinets de professionnels de santé. Gérant les appels clients, les messages, les rendez-vous et l'historique des consultations, la société opère dans une cinquantaine de cabinets. Financées par fonds propres, les activités acquises représentent un chiffre d'affaires annuel de moins de 0,3 million d'euros en année pleine et contribuent au périmètre de consolidation du Groupe à compter du deuxième trimestre 2014.

Réception d'une offre ferme pour le rachat de la nouvelle division CRM et données stratégiques

Réception d'une offre ferme pour le rachat de la nouvelle division CRM et données stratégiques

Le 24 juin 2014, Cegedim a annoncé avoir reçu une offre ferme de la part d'IMS Health Inc. portant sur l'acquisition de la nouvelle division *CRM et données stratégiques* pour un montant en numéraire de 385 millions d'euros. Sur la base de « no cash, no debt » et sous réserve de certains ajustements en fonction de la dette nette du groupe à la date de réalisation, de l'évolution du besoin en fonds de roulement et du chiffre d'affaires 2014 de l'activité *CRM et données stratégiques*.

Conformément à la réglementation en vigueur dans certains pays, les instances représentatives du personnel sont actuellement consultées sur cette opération qui sera ensuite soumise pour décision au Conseil d'Administration avant fin novembre 2014.

Si cette offre était acceptée, la majeure partie du produit de l'opération serait affectée au remboursement de la dette renforçant ainsi le bilan et le compte de résultat de *Cegedim* avec un ratio d'endettement proche de 1 et un taux de marge en amélioration. En outre, le Groupe serait amené à constater, lors de la cession effective, une moins-value comptable sans impact sur la trésorerie du Groupe, d'environ 180 millions d'euros.

Les activités visées par cette offre représentent 47% du chiffre d'affaires hors groupe, 43% de l'EBIT courant et 41% de l'EBITDA (sur la base des chiffres au 31 décembre 2013).

Il convient de noter que les comptes arrêtés au 30 juin 2014 continuent de porter dans leur intégralité les données relatives aux activités visées par l'offre d'IMS. La norme IFRS 5, dont l'objet est de classer isolément des activités considérées comme destinées à la vente, n'est pas d'application immédiate. En effet, la vente ne peut pas être considérée comme « hautement probable » tant que le Conseil d'Administration de *Cegedim* ne s'est pas prononcé sur l'opération, et les activités ne peuvent pas être considérées comme étant « immédiatement disponibles à la vente dans leur état actuel », sachant qu'il est au préalable indispensable de réaliser une séparation physique des centres de traitement informatique qui supportent l'ensemble des activités opérationnelles du groupe, ainsi qu'une scission des actifs logés dans des entités juridiques abritant des activités mixtes.

A l'exception des faits indiqués ci-dessus, il n'y a eu, au cours de cette période et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.



Evénements postérieurs à l'arrêté

Décision de l'Autorité de la concurrence

La décision n°14-D-06 du 8 juillet 2014 de l'Autorité de la concurrence inflige une amende de 5,7 millions d'euros à Cegedim suite à une saisine de la société Euris. Cette dernière reprochait à Cegedim de refuser de vendre la base de données *OneKey* aux clients utilisant le logiciel d'Euris. Pour rappel, Cegedim justifiait ce refus par l'existence d'un contentieux pour contrefaçon de sa base de données *OneKey* par Euris.

Cette décision a fait l'objet d'un recours devant la Cour d'Appel de Paris. La décision de l'Autorité de la concurrence étant exécutoire, Cegedim a comptabilisé une charge à payer du montant de l'amende à fin juin 2014.

A noter que ce risque avait été indiqué dans le point 4.3.24 du Document de Référence 2013 ainsi que dans la note d'opération publiée lors de l'émission obligataire d'avril dernier.

Cette amende n'est toutefois pas de nature à remettre en cause les termes de la transaction proposée par la société IMS Health le 24 juin dernier.

A l'exception des faits indiqués ci-dessus, il n'y a eu, au cours de cette période et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

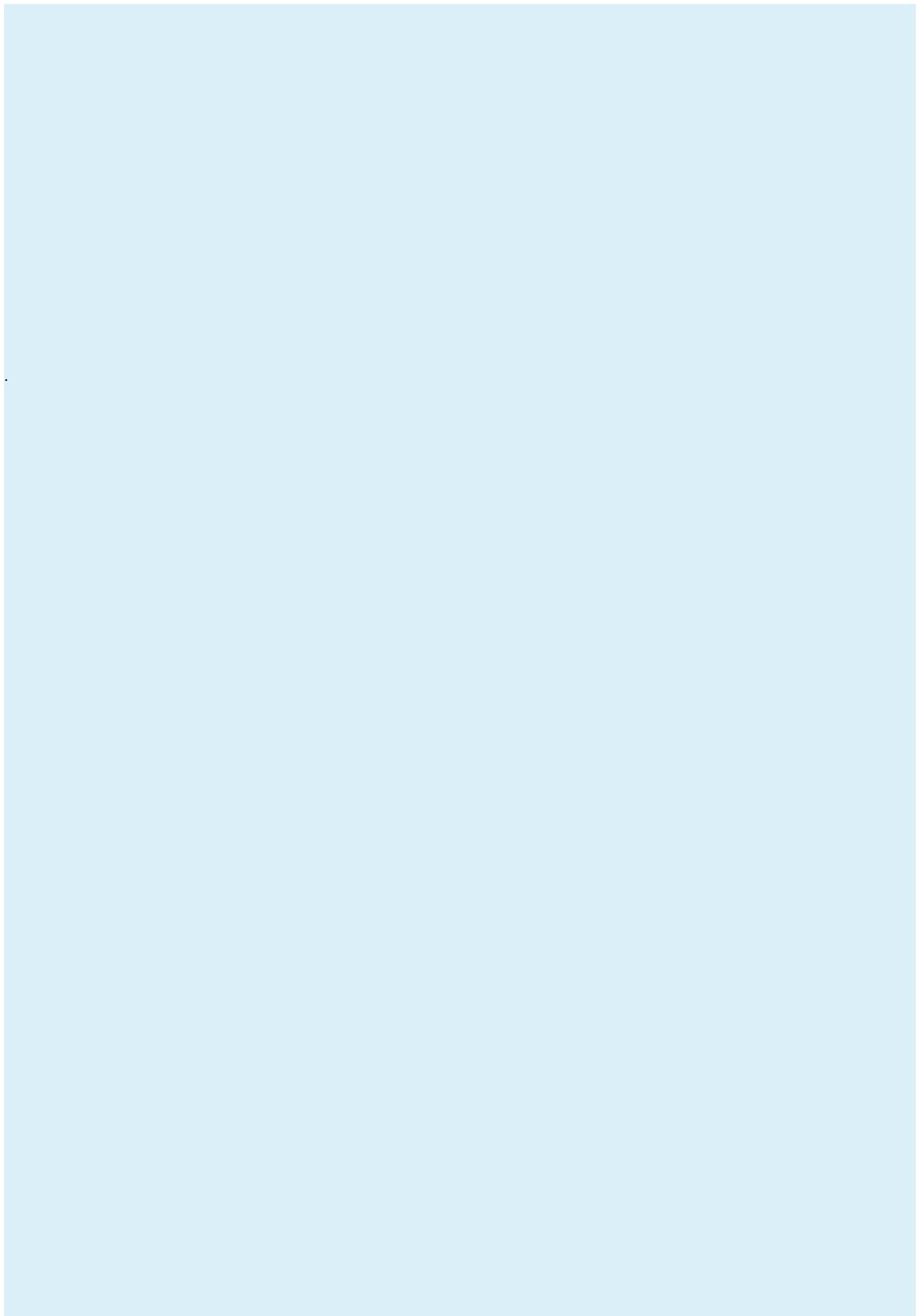


Perspectives

Cegedim réaffirme anticiper pour 2014, au minimum une stabilité de son chiffre d'affaires et de sa marge opérationnelle courante.

Pour le second semestre 2014, le Groupe anticipe un léger ralentissement de l'activité de la division *CRM et données stratégiques*, et une légère croissance des activités des autres divisions. Un effet de base moins défavorable au deuxième semestre 2014 pour l'activité logiciels médecins au Royaume-Uni, et un carnet de commande regarni pour l'activité logiciels pharmaciens en France laissent en effet envisager une seconde partie de l'année plus positive en termes de chiffre d'affaires.

Par ailleurs, si l'offre d'IMS Health détaillée précédemment était acceptée, le Groupe serait amené à constater **lors de la cession effective**, une moins-value comptable, sans impact sur la trésorerie du Groupe, d'environ 180 millions d'euros.



États financiers consolidés intermédiaires.

- Etats financiers consolidés 46
- Notes sur les états financiers consolidés 52

1^{er}
semestre
2014

Etats financiers consolidés

Bilan consolidé actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014 - Net	31.12.2013 - Net	Variation
ECARTS D'ACQUISITION (NOTE 6)	534 765	528 465	1,2%
Frais de développement	32 347	16 791	92,6%
Autres immobilisations incorporelles	198 026	207 097	-4,4%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	230 373	223 888	2,9%
Terrains	389	389	0,0%
Constructions	4 373	4 764	-8,2%
Autres immobilisations corporelles	26 723	27 110	-1,4%
Immobilisations en cours	226	45	398,1%
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 711	32 307	-1,8%
Titres de participation	704	704	0,0%
Prêts	2 466	2 464	0,1%
Autres immobilisations financières	11 602	10 793	7,5%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES - HORS TITRES DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	14 772	13 960	5,8%
Titres des sociétés mises en équivalence (Note 7)	8 639	8 599	0,5%
État - Impôt différé (Note 12)	41 495	42 121	-1,5%
Créances clients : part à plus d'un an (Note 8)	14 183	14 379	-1,4%
Autres créances : part à plus d'un an	911	894	1,9%
ACTIF NON COURANT	876 848	864 615	1,4%
En-cours de services	173	186	-7,0%
Marchandises	10 277	10 428	-1,5%
Avances, acomptes sur commandes	817	428	90,7%
Créances clients : part à moins d'un an (Note 8)	216 409	229 958	-5,9%
Autres créances : part à moins d'un an	32 816	31 972	2,6%
Equivalents de trésorerie	3 287	3 515	-6,5%
Trésorerie	76 548	63 458	20,6%
Charges constatées d'avance	20 632	16 618	24,2%
ACTIF COURANT	360 958	356 564	1,2%
TOTAL ACTIF	1 237 806	1 221 179	1,4%

Bilan consolidé passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	31.12.2013	Variation
Capital social	13 337	13 337	0,0%
Prime d'émission	182 955	185 562	-1,4%
Réserves Groupe	157 657	214 419	-26,5%
Réserves de conversion Groupe	-238	-238	0,0%
Écart de conversion Groupe	-1 556	-8 996	-82,7%
Résultat Groupe	-16 753	-58 634	-71,4%
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	335 401	345 449	-2,9%
Intérêts minoritaires (réserves)	208	419	-50,4%
Intérêts minoritaires (résultat)	-2	-43	-94,5%
INTERETS MINORITAIRES	206	376	-45,4%
CAPITAUX PROPRES	335 607	345 825	-3,0%
Dettes financières (Note 9)	528 393	513 650	2,9%
Instruments financiers	9 046	8 905	1,6%
Impôts différés passifs (Note 12)	9 705	9 513	2,0%
Provisions	29 271	27 501	6,4%
Autres passifs	2 210	2 421	-8,7%
PASSIF NON COURANT	578 626	561 988	3,0%
Dettes financières (Note 9)	11 456	24 564	-53,4%
Instruments financiers	7	7	3,0%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 039	108 269	6,3%
Dettes fiscales et sociales	114 888	124 764	-7,9%
Provisions	3 809	5 840	-34,8%
Autres passifs	78 375	49 922	57,0%
PASSIF COURANT	323 574	313 365	3,3%
TOTAL PASSIF	1 237 806	1 221 179	1,4%

Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	30.06.2013	Variation	
Chiffre d'affaires	428 729	437 229	-1,9%	
Autres produits de l'activité	-	-	-	
Production immobilisée	24 177	22 601	7,0%	
Achats consommés	-52 916	-57 184	-7,5%	
Charges externes	-116 361	-113 539	2,5%	
Impôts et taxes	-7 504	-7 326	2,4%	
Frais de personnel (Note 18)	-219 725	-222 344	-1,2%	
Dotations et reprises aux provisions	-2 396	-3 797	-36,9%	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-14	8	-277,9%	
Autres produits et charges d'exploitation	-536	-248	116,2%	
EBITDA	53 454	55 397	-3,5%	
Dotations aux amortissements	-32 348	-29 448	9,8%	
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	21 106	25 949	-18,7%	
Produits et charges non récurrents	-9 121	-4 048	125,3%	
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS (NOTE 11)	-9 121	-4 048	125,3%	
RESULTAT OPERATIONNEL	11 985	21 901	-45,3%	
Produits de trésorerie & d'équivalents de trésorerie	399	201	98,5%	
Coût de l'endettement financier brut	-28 241	-29 061	-2,8%	
Autres produits et charges financiers	3 401	-7 208	-147,2%	
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (NOTE 10)	-24 441	-36 068	-32,2%	
Impôts sur les bénéfices	-5 091	-6 879	-26,0%	
Impôts différés	-163	7 302	-102,2%	
TOTAL D'IMPOT (NOTE 12)	-5 254	423	-1 341,4%	
Quote-part du Résultat net des sociétés mises en équivalence	956	919	4,0%	
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	-16 755	-12 825	30,6%	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	
Résultat net consolidé	-16 755	-12 825	30,6%	
PART DU GROUPE	A	-16 753	-12 826	30,6%
Intérêts minoritaires	-2	1	-335,0%	
Nombre moyen d'actions hors autocontrôle	B	13 948 889	13 957 919	-0,1%
RESULTAT COURANT PAR ACTION (EN EUROS)	-1,8	-0,6	188,9%	
RESULTAT PAR ACTION (EN EUROS)	A/B	-1,2	-0,9	30,7%
Instruments dilutifs	néant	néant	-	
RESULTAT DILUE PAR ACTION (EN EUROS)	-1,2	-0,9	30,7%	

État du résultat global

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	30.06.2013	Variation
Résultat net consolidé	-16 755	-12 825	30,6%
<u>Autres éléments du résultat global :</u>			
Écarts de conversion	7 390	915	707,3%
Actions gratuites	-517	111	-563,8%
Couverture instruments financiers (net d'impôt)	-558	2 926	-119,1%
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL RECYCLABLES	6 315	3 953	59,7%
Écarts actuariels afférents aux provisions pour retraite	1	24	-
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NON RECYCLABLES	1	24	-95,7%
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-10 439	-8 847	18,0%
Part des minoritaires	-1	4	-125,8%
PART DU GROUPE	-10 438	-8 851	17,9%

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Ecart de conversion	Total part Groupe	Minori- taires	Total
Solde au 01.01.2012	13 337	185 561	296 019	20 820	515 737	497	516 234
Résultat de la période			-85 351		-85 351	89	-85 262
Résultats enregistrés directement en capitaux propres							-
• Opérations sur titres			362		362		362
• Couverture instruments financiers			3 740		3 740		3 740
• Couverture d'investissements nets				0	0		0
• Ecart de conversion				-7 322	-7 322	1	-7 321
• Ecart actuariels afférents aux prov. pour retraites			-3 683		-3 683		-3 683
Résultat Global de la période			-84 932	-7 322	-92 254	89	-92 164
Transactions avec les actionnaires							-
• Opérations sur capital							-
• Distribution de dividendes ⁽¹⁾						-62	-62
• Actions propres			402		402		402
Total des transactions avec les actionnaires			402		402	-62	340
Autres variations			871		871	-1	870
Variations de périmètre						-17	-17
SOLDE AU 31.12.2012	13 337	185 561	212 360	13 498	424 757	507	425 264
Résultat de la période			-58 634		-58 634	-43	-58 677
Résultats enregistrés directement en capitaux propres							-
• Opérations sur titres			-76		-76		-76
• Couverture instruments financiers			2 841		2 841		2 841
• Couverture d'investissements nets				0	0		0
• Ecart de conversion				-22 756	-22 756	4	-22 752
• Ecart actuariels afférents aux prov. pour retraites			-218		-218		-218
Résultat Global de la période			-56 088	-22 756	-78 844	-39	-78 883
Transactions avec les actionnaires							-
• Opérations sur capital							-
• Distribution de dividendes ⁽¹⁾						-94	-94
• Actions propres			-234		-234		-234
Total des transactions avec les actionnaires			-234		-234	-94	-328
Autres variations			-255		-255	2	-252
Variations de périmètre				25	25		25
SOLDE AU 31.12.2013	13 337	185 561	155 784	-9 234	345 448	376	345 825
Résultat de la période			-16 753		-16 753	-2	-16 755
Résultats enregistrés directement en capitaux propres							-
• Opérations sur titres			-517		-517		-517
• Couverture instruments financiers			-558		-558		-558
• Couverture d'investissements nets					-		0
• Ecart de conversion				7 389	7 389	1	7 390
• Ecart actuariels afférents aux prov. pour retraites			1		1		1
Résultat Global de la période			-17 827	7 389	-10 438	-1	-10 439
Transactions avec les actionnaires							-
• Opérations sur capital						-53	-53
• Distribution de dividendes ⁽¹⁾						-74	-74
• Actions propres			524		524		524
Total des transactions avec les actionnaires			524		524	-127	397
Autres variations		-2 606	2 422		-184		-184
Variations de périmètre				51	51	-43	8
SOLDE AU 30.06.2014	13 337	182 955	140 903	-1 794	335 401	206	335 607

(1): Le montant total des dividendes est distribué au titre d'actions ordinaires. Il n'existe pas d'autre catégorie d'actions. Il n'y a pas eu d'émission, de rachats ou de remboursement de titres de capitaux sur l'année 2012, 2013 et sur 2014 hormis les actions achetées dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites.

Tableau de flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Résultat net consolidé	-16 755	-58 677	-12 825
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-956	-1 275	-919
Dotations aux amortissements et provisions ⁽¹⁾	31 516	127 421	30 010
Plus ou moins values de cession	400	-397	42
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT APRES COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT	14 205	67 072	16 308
Coût de l'endettement financier net	24 441	60 060	36 068
Charges d'impôt	5 254	25 483	-423
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT	43 900	152 615	51 953
Impôt versé	-5 236	-12 451	-6 402
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité : besoin	0	0	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité : dégageement	27 733	9 424	6 991
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE APRES IMPOT VERSE ET VARIATION DU BESOIN EN FOND DE ROULEMENT (A)	66 397	149 588	52 542
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-25 747	-51 051	-24 801
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-12 107	-22 340	-11 657
Acquisitions d'immobilisations financières		-2 914	-16
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	478	4 674	583
Cessions d'immobilisations financières	722	0	0
Incidence des variations de périmètre	-467	-1 697	-147
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	17	884	852
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	-37 104	-72 444	-35 186
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-3	-94	-75
Augmentation de capital en numéraire	-53	0	0
Emissions d'emprunts	125 000	300 000	300 000
Remboursements d'emprunts	-106 907	-290 857	-284 647
Intérêts versés sur emprunts	-20 833	-43 413	-24 765
Autres produits et charges financiers versés ou reçus	-1 890	-8 339	-3 194
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	-4 686	-42 703	-12 681
VARIATION DE TRESORERIE HORS EFFET DEVICES (A+B+C)	24 606	34 441	4 675
Incidence des variations de cours des devises	285	-1 668	-623
VARIATION DE TRESORERIE	24 891	32 773	4 052
Trésorerie nette d'ouverture	54 227	21 454	21 454
Trésorerie nette de clôture (Note 9)	79 118	54 227	25 506

(1) Dont dépréciation des écarts d'acquisition pour un montant de 63 300 milliers d'euros au 31/12/2013

1^{er} Semestre 2014

Notes sur les états financiers consolidés

Sommaire détaillé des notes

Note 1	Référentiel comptable	53	Note 11	Autres produits et charges opérationnels non courantes	69
Note 2	Faits marquants	54	Note 12	Impôt différé	69
Note 3	Tableau de variation de périmètre	55	Note 13	Engagements hors bilan	72
Note 4	Informations sectorielles au 30 juin 2014	56	Note 14	Capital	72
Note 5	Informations sectorielles 2013	58	Note 15	Actions propres	72
Note 6	Ecart d'acquisition	63	Note 16	Dividendes	73
Note 7	Titres mis en équivalence	64	Note 17	Effectifs	73
Note 8	Créances clients	65	Note 18	Frais de personnel	73
Note 9	Endettement financier net	66	Note 19	Evénements post clôture	74
Note 10	Coût de l'endettement financier net	68	Note 20	Saisonnalité	74

Note 1 – Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2014 sont établis conformément à la norme *IAS 34 – Information financière intermédiaire*. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires condensés, et n'incluent pas l'intégralité des informations nécessaires aux états financiers annuels. Les états financiers consolidés au 30 juin 2014 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2013.

Les principes comptables appliqués par le Groupe pour établir les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014, sont identiques à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2013, à l'exception des normes suivantes applicables au 1^{er} janvier 2014, et sont conformes aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Ces principes comptables sont décrits dans le paragraphe "*Principes Comptables*" des comptes consolidés du document de référence 2013.

Nouvelles normes, interprétations et amendements applicables à compter du 1^{er} janvier 2014

Les normes suivantes sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 :

- Amendement à IAS 28 « Participation dans des entreprises associées et coentreprises ». IAS 28 a été modifié pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10 "Etats financiers consolidés", IFRS 11 « Accords conjoints » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » ;
- Amendement à IAS 32 « Présentation : compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » clarifie la signification de « doit posséder un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés » et que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés équivalents à un règlement sur la base du montant net. Cet amendement a été adopté par l'Union Européenne le 29 décembre 2012 et doit être appliqué rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- Amendements à IAS 36 « Dépréciation d'actifs – Information sur la valeur non recouvrable des actifs non financiers ». Ces amendements ont été adoptés par l'Union Européenne le 19 décembre 2013 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- Amendements d'IAS 39 et IFRS 9 : Novation des dérivés et maintien de la comptabilité de couverture. Ces amendements ont été adoptés par l'Union Européenne le 19 décembre 2013 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » annule et remplace IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC - 13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des co-entrepreneurs » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ». L'objectif d'IFRS 12 est d'exiger une information qui puisse permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la base du contrôle, toute restriction sur les actifs consolidés et les passifs, les expositions aux risques résultant des participations dans des entités structurées non consolidées et la participation des intérêts minoritaires dans les activités des entités consolidées.

L'analyse menée par le Groupe sur ses participations, et ce sur l'ensemble des périodes présentées, a montré que la nouvelle définition du contrôle donnée par IFRS 10 ne modifie pas le périmètre de consolidation du Groupe.

Les autres normes sont sans incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Normes, interprétations et amendements non adoptés par l'Union Européenne

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations, non encore adoptés par l'Union Européenne, sont les suivants :

- IFRS 9 « Instruments financiers » applicable à compter du 1er janvier 2015 et non adoptée encore par l'Union Européenne ;
- IFRIC 21 « Droits et taxes », non encore adoptée par l'Union Européenne, qui pourrait être applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2014.

Note 2 – Faits marquants

Opération de refinancement

Le 7 avril 2014, Cegedim a lancé une émission obligataire additionnelle de 100 millions d'euros portée dans la journée à 125 millions d'euros, sur son emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020. A l'exception de la date et du prix d'émission (105,75% augmenté des intérêts courus depuis le 1er avril 2014), les obligations nouvelles sont identiques aux obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire 6,75% de 300 millions d'euros à échéance 2020 émis le 20 mars 2013. Il est à noter que Cegedim a ainsi pu émettre à 5,60% contre 6,75% il y a un an.

Le produit de cette émission obligataire a été utilisé, entre autres, pour financer le rachat de 105 950 000 euros de l'emprunt obligataire à échéance 2015 (au prix de 108,102%), payer la prime ainsi que les frais y afférant et rembourser les facilités de découvert bancaire.

La structure de la dette à ce jour est donc la suivante :

- Emprunt obligataire de 62,6 millions d'euros à 7,00% à échéance 27 juillet 2015 ;
- Emprunt obligataire de 425 millions d'euros à 6,75% à échéance 1^{er} avril 2020 ;
- Crédit revolving de 80 millions d'euros à échéance 10 juin 2016, non tiré au 30 juin 2014 ;
- Facilités de découvert.

A l'annonce de l'opération, le 7 avril 2014, l'agence de notation Standard and Poor's a confirmé la notation B+, perspective stable, de Cegedim ainsi que de ses deux emprunts obligataires.

Acquisition de société

Le 15 avril 2014, Cegedim a réalisé l'acquisition de la société française *SoCall*, basée en France, dont la principale activité est la mise en place et la gestion de secrétariat médical et de permanence téléphonique pour les cabinets de professionnels de santé. Gérant les appels clients, les messages, les rendez-vous et l'historique des consultations, la société opère dans une cinquantaine de cabinets. Financées par fonds propres, les activités acquises représentent un chiffre d'affaires annuel de moins de 0,3 million d'euros en année pleine et contribuent au périmètre de consolidation du Groupe à compter du deuxième trimestre 2014.

Réception d'une offre ferme pour le rachat de la nouvelle division CRM et données stratégiques

Le 24 juin 2014, Cegedim a annoncé avoir reçu une offre ferme de la part d'IMS Health Inc. portant sur l'acquisition de la nouvelle division CRM et données stratégiques pour un montant en numéraire de 385 millions d'euros sur la base d'un « no cash, no debt » et sous réserve de certains ajustements en fonction de la dette nette du groupe à la date de réalisation, de l'évolution du besoin en fonds de roulement et du chiffre d'affaires 2014 de l'activité CRM et données stratégiques.

Conformément à la réglementation en vigueur dans certains pays, les instances représentatives du personnel sont actuellement consultées sur cette opération qui sera ensuite soumise pour décision au Conseil d'Administration avant fin novembre 2014.

Si cette offre était acceptée, la majeure partie du produit de l'opération serait affectée au remboursement de la dette renforçant ainsi le bilan et le compte de résultat de Cegedim avec un ratio d'endettement proche de 1 et un taux de marge en amélioration. En outre, le Groupe serait amené à constater, lors de la cession effective, une moins-value comptable sans impact sur la trésorerie du Groupe, d'environ 180 millions d'euros.

Les activités visées par cette offre représentent 47% du chiffre d'affaires hors groupe, 43% de l'EBIT courant et 41% de l'EBITDA sur la base des chiffres au 31 décembre 2013.

Il convient de noter que les comptes arrêtés au 30 juin 2014 continuent d'intégrer dans leur intégralité les données relatives aux activités visées par l'offre d'IMS. La norme IFRS 5, dont l'objet est de classer isolément des activités considérées comme destinées à la vente, n'est pas d'application immédiate. En effet, la vente ne peut pas être considérée comme « hautement

probable » tant que le Conseil d'Administration de Cegedim ne s'est pas prononcé sur l'opération, et les activités ne peuvent pas être considérées comme étant « immédiatement disponibles à la vente dans leur état actuel », sachant qu'il est au préalable indispensable de réaliser une séparation physique des centres de traitement informatique qui supportent l'ensemble des activités opérationnelles du groupe, ainsi qu'une scission des actifs logés dans des entités juridiques abritant des activités mixtes.

A l'exception des faits indiqués ci-dessus, il n'y a eu, au cours de cette période et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

Note 3 – Tableau de variation de périmètre

Le groupe a fait l'objet d'une variation de périmètre selon le détail suivant :

Entreprises concernées	% de détention de l'exercice	% de détention exercice précédent	Méthode de conso. de l'exercice	Méthode de conso. exercice précédent	Observations
Entreprises entrantes dans le périmètre					
Galaxysanté	49,00%	-	MEE	-	Création
SoCall	100,00%	-	IG	-	Acquisition
Entreprises sortantes du périmètre					
Cegedim Malaysia SDN	100,00%	100,00%	IG	IG	Liquidation
Cegedim Centroamerica y el Caraibe	100,00%	100,00%	IG	IG	Liquidation

Note 4 – Informations sectorielles au 30 juin 2014

Éléments du compte de résultat au 30 juin 2014

<i>(en milliers d'euros)</i>		CRM et Données Stratégiques	Profession- nels de santé	Assuran- ces et services	Activités GERS et réconci- liation	30.06.2014	Total France	Total reste du monde
Produits sectoriels								
A	Ventes hors Groupe	194 542	141 894	77 981	14 312	428 729	249 855	178 875
B	Ventes aux autres secteurs du Groupe	8 956	3 211	2 222	10 270	24 659	23 584	1 076
A+B	CA total du secteur	203 498	145 105	80 203	24 582	453 388	273 438	179 950
Résultat sectoriel								
D	Résultat opérationnel courant	2 681	12 981	8 869	-3 426	21 106		
E	EBITDA courant	16 019	24 288	15 760	-2 612	53 454		
Marge opérationnelle courant (en %)								
D/A	Marge opérationnelle courant hors groupe	1,4%	9,1%	11,4%	-23,9%	4,9%		
E/A	Marge EBITDA courant hors groupe	8,2%	17,1%	20,2%	-18,3%	12,5%		
Dotations aux amortissements sectoriels								
	Dotations aux amortissements	13 337	11 306	6 891	813	32 348		

Répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2014

<i>(en milliers d'euros)</i>	France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Zone US Dollar	Reste du monde	30.06.2014
Répartition géographique	249 855	41 407	40 027	43 430	54 011	428 729
%	58%	10%	9%	10%	13%	100%

Eléments du bilan au 30 juin 2014

(en milliers d'euros)	CRM et Données Stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Activités GERS et réconciliation	30.06.2014	Total France	Total reste du monde
Actifs sectoriels (en valeurs nettes)							
Ecarts d'acquisition (note 6)	365 380	121 059	48 325	-	534 764	121 247	413 517
Immobilisations incorporelles	132 192	49 810	43 065	5 307	230 373	198 560	31 813
Immobilisations corporelles	13 933	9 422	4 082	4 275	31 711	18 926	12 784
Titres mis en équivalence (Note 7)	167	8 409	63	-	8 639	170	8 468
Total net	511 671	188 700	95 534	9 581	805 487	338 904	466 583
Investissements de l'exercice (en valeurs brutes)							
Ecarts d'acquisition (note 6)	-	153	267	-	420	420	-
Immobilisations incorporelles	13 759	6 013	5 548	428	25 747	22 302	3 446
Immobilisations corporelles	2 790	8 238	990	65	12 084	9 270	2 814
Titres mis en équivalence (Note 7)	-	-	-	-	-	-	-
Total brut	16 549	14 404	6 805	493	38 251	31 992	6 259
Passifs sectoriels ⁽¹⁾							
Passifs non courants							
Provisions	13 232	8 543	6 901	594	29 271	26 895	2 376
Autres passifs	2 210	-	-	-	2 210	-	2 210
Passifs courants							
Dettes fournisseurs et cpt. rattachés	76 105	25 494	9 682	3 758	115 039	42 112	72 926
Dettes fiscales et sociales	59 981	25 193	26 584	3 131	114 888	75 090	39 798
Provisions	1 766	1 267	776	-	3 809	2 344	1 465
Autres passifs	26 937	26 134	24 595	709	78 375	59 096	19 279

(1) La contribution de la société Cegedim SA dans les passifs reste affectée par défaut dans le secteur CRM et données stratégiques, sans éclatement sectoriel.

Note 5 – Informations sectorielles 2013

Eléments du compte de résultat au 30 juin 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>		CRM et Données Stratégiques	Profession- nels de santé	Assuran- ces et services	Activités GERS et réconcili- ation	30.06.2013	Total France	Total reste du monde
Produits sectoriels								
A	Ventes hors Groupe	198 535	147 634	77 042	14 017	437 229	248 499	188 729
B	Ventes aux autres secteurs du Groupe	9 755	4 033	2 703	10 882	27 373	26 460	913
A+B	CA total du secteur	208 291	151 667	79 745	24 899	464 602	274 959	189 642
Résultat sectoriel								
D	Résultat opérationnel courant	2 414	17 058	11 580	-5 103	25 949		
E	EBITDA courant	13 022	28 316	18 331	-4 272	55 397		
Marge opérationnelle courant (en %)								
D/A	Marge opérationnelle courant hors groupe	1,2%	11,6%	15,0%	-36,4%	5,9%		
E/A	Marge EBITDA courant hors groupe	6,6%	19,2%	23,8%	-30,5%	12,7%		
Dotations aux amortissements sectoriels								
	Dotations aux amortissements	10 608	11 258	6 751	831	29 448		

Répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Zone US Dollar	Reste du monde	30.06.2013
Répartition géographique	248 499	41 286	44 087	47 713	55 643	437 229
%	57%	9%	10%	11%	13%	100%

Eléments du bilan au 31 décembre 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	CRM et Données Stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Activités GERS et réconciliation	31.12.2013	Total France	Total reste du monde
Actifs sectoriels (en valeurs nettes)							
Ecart d'acquisition (note 6)	360 868	119 539	48 058	-	528 465	120 827	407 638
Immobilisations incorporelles	128 389	46 775	45 149	3 575	223 888	194 033	29 855
Immobilisations corporelles	14 456	9 101	4 157	4 594	32 307	18 985	13 323
Titres mis en équivalence (Note 7)	96	8 419	85	-	8 599	112	8 487
Total net	503 808	183 834	97 449	8 169	793 260	333 956	459 303
Investissements de l'exercice (en valeurs brutes)							
Ecart d'acquisition (note 6)	-	1 987	200	-	2 187	200	1 987
Immobilisations incorporelles	27 623	12 035	10 648	745	51 051	43 971	7 080
Immobilisations corporelles	3 878	16 785	1 365	270	22 298	17 629	4 669
Titres mis en équivalence (Note 7)	-	-	53	-	53	-	53
Total brut	31 501	30 807	12 265	1 014	75 588	61 800	13 788
Passifs sectoriels ⁽¹⁾							
Passifs non courants							
Provisions	12 053	8 033	6 856	558	27 501	25 932	1 568
Autres passifs	2 421	-	-	-	2 421	-	2 421
Passifs courants							
Dettes fournisseurs et cpt. rattachés	68 772	23 116	11 156	5 226	108 269	44 810	63 459
Dettes fiscales et sociales	64 888	25 652	30 475	3 749	124 764	80 022	44 742
Provisions	3 595	1 278	917	50	5 840	2 679	3 161
Autres passifs	13 307	22 400	13 846	369	49 922	34 267	15 655

(1) La contribution de la société Cegedim SA dans les passifs reste affectée par défaut dans le secteur CRM et données stratégiques, sans éclatement sectoriel.

Des modifications de présentation ont été apportées aux comptes IFRS au 30 juin 2013, initialement publiés le 19 septembre 2013. Ces modifications s'expliquent par un changement d'affectation de sociétés lié à leur activité. Ces changements impactent 3 secteurs. Il s'agit de réallouer des sociétés du secteur "CRM et Données Stratégiques" en "Professionnels de santé" et "Activités GERS et Réconciliation". Ces modifications ont été intégrées à chaque poste de chaque secteur au 30 juin 2013 présenté ci-dessous, pour les montants suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	CRM et Données Stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Activités GERS et réconciliation	30.06.2013	Total France	Total reste du monde
Produits sectoriels							
Ventes hors Groupe publié	214 626	145 561	77 042	0	437 229	248 499	188 729
Réallocation	-16 091	2 073	0	14 017	0	0	0
Ventes hors Groupe au 30 juin 2013	198 535	147 634	77 042	14 017	437 229	248 499	188 729
Ventes aux autres secteurs du Groupe publié	11 914	4 029	2 703	0	18 646	17 918	728
Réallocation	-2 159	4	0	10 882	8 727	8 542	185
Ventes aux autres secteurs du Groupe au 30 juin 2013	9 755	4 033	2 703	10 882	27 373	26 460	913
CA total du secteur publié	226 540	149 590	79 745	0	455 875	266 417	189 457
Réallocation	-18 249	2 077	0	24 899	8 728	8 542	185
CA total du secteur au 30 juin 2013	208 291	151 667	79 745	24 899	464 603	274 959	189 642

<i>(en milliers d'euros)</i>	CRM et Données Stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Activités GERS et réconciliation	30.06.2013
Résultat sectoriels					
Résultat opérationnel courant publié	-1 962	16 463	11 449	0	25 949
Réallocation	4 376	595	131	-5 103	0
Résultat opérationnel courant au 30 juin 2013	2 414	17 058	11 580	-5 103	25 949

<i>(en milliers d'euros)</i>	CRM et Données Stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Activités GERS et réconciliation	30.06.2013
Dotations aux amortissements sectoriels					
Dotations aux amortissements publié	11 440	11 257	6 751	0	29 448
Réallocation	-832	1	0	831	0
Dotations aux amortissements au 30 juin 2013	10 608	11 258	6 751	831	29 448

Des modifications de présentation ont été apportées aux comptes IFRS au 31 décembre 2013, initialement publiés le 7 avril 2014. Ces modifications visent à simplifier la lecture de l'information sectorielle sur le secteur "CRM et Données Stratégiques" en reclassant les activités GERS dans le secteur "Activités GERS et Réconciliation". Ces modifications ont été intégrées à chaque poste de chaque secteur au 31 décembre 2013 présenté ci-dessous, pour les montants suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	CRM et Données Stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Activités GERS et réconciliation	31.12.2013	Total France	Total reste du monde
Actifs sectoriels							
Immobilisations incorporelles	129 505	46 775	45 149	2 458	223 888	194 033	29 855
Réallocation	-1 116	0	0	1 117	0	0	0
Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2013	128 389	46 775	45 149	3 575	223 888	194 033	29 855
Immobilisations corporelles publiées	15 958	9 101	4 157	3 091	32 307	18 985	13 323
Réallocation	-1 503	0	0	1 503	0	0	0
Immobilisations corporelles au 31 décembre 2013	14 456	9 101	4 157	4 594	32 307	18 985	13 323

<i>(en milliers d'euros)</i>	CRM et Données Stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Activités GERS et réconciliation	31.12.2013	Total France	Total reste du monde
Investissements de l'exercice							
Immobilisations incorporelles	28 132	12 035	10 648	236	51 051	43 971	7 080
Réallocation	-509	0	0	509	0	0	0
Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2013	27 623	12 035	10 648	745	51 051	43 971	7 080
Immobilisations corporelles publiées	3 918	16 785	1 365	230	22 298	17 629	4 669
Réallocation	-40	0	0	40	0	0	0
Immobilisations corporelles au 31 décembre 2013	3 878	16 785	1 365	270	22 298	17 629	4 669

<i>(en milliers d'euros)</i>	CRM et Données Stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Activités GERS et réconciliation	31.12.2013	Total France	Total reste du monde
Passifs sectoriels							
Passifs non courants							
Provisions publiées	12 611	8 033	6 856	0	27 501	25 932	1 568
Réallocation	-558	0	0	558	0	0	0
Provisions au 31 décembre 2013	12 053	8 033	6 856	558	27 501	25 932	1 568

<i>(en milliers d'euros)</i>	CRM et Données Stratégiques	Profession- nels de santé	Assuran- ces et services	Activités GERS et réconcili- ation	31.12.2013	Total France	Total reste du monde
Passifs sectoriels							
Passifs courants							
Dettes fournisseurs et comptes rattachés publiés	73 754	23 116	11 156	243	108 269	44 810	63 459
Réallocation	-4 982	0	0	4 983	1	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés au 31 décembre 2013	68 772	23 116	11 156	5 226	108 270	44 810	63 459
Dettes fiscales et sociales publiées	67 172	25 652	30 475	1 465	124 764	80 022	44 742
Réallocation	-2 284	0	0	2 284	0	0	0
Dettes fiscales et sociales au 31 décembre 2013	64 888	25 652	30 475	3 749	124 764	80 022	44 742
Provisions publiées	3 645	1 278	917	0	5 840	2 679	3 161
Réallocation	-50	0	0	50	0	0	0
Provisions au 31 décembre 2013	3 595	1 278	917	50	5 840	2 679	3 161
Autres passifs publiés	13 355	22 400	13 846	321	49 922	34 267	15 655
Réallocation	-48	0	0	48	0	0	0
Autres passifs au 31 décembre 2013	13 307	22 400	13 846	369	49 922	34 267	15 655

Note 6 – Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2014, les écarts d'acquisition en valeur nette s'élèvent à 535 millions d'euros contre 528 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cette augmentation de 7 millions d'euros correspond aux effets de change sur les écarts d'acquisition libellés en devise, l'impact principal provenant du dollar (4,8 millions d'euros).

Secteur	31.12.2013	Périmètre	Impairment	Réévaluation	30.06.2014
CRM et données stratégiques	360 867	-381	-	4 894	365 380
Professionnels de santé	119 540	153	-	1 365	121 059
Assurances et services	48 058	267	-	-	48 325
Activités GERS et réconciliation	-	-	-	-	-
TOTAL	528 465	40	0	6 259	534 764

La norme IAS 36 paragraphe 90 indique que les UGT dans lesquelles un goodwill a été alloué doivent être testées au minimum sur une base annuelle et à chaque fois qu'il y a lieu de craindre une dépréciation. Cette dernière est définie comme la différence entre la valeur recouvrable de l'UGT et sa valeur dans les livres. La valeur recouvrable est définie par la norme IAS 36.18 comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, moins les coûts de vente, et la valeur d'utilité de l'actif (somme des flux actualisés attendus par la société pour cet actif).

S'agissant de la division CRM et données stratégiques, le 24 juin 2014, Cegedim a annoncé avoir reçu une offre ferme de la part d'IMS Health Inc. portant sur l'acquisition du secteur CRM et données stratégiques pour un montant en numéraire de 385 millions d'euros. Si l'on considère que l'offre reçue d'IMS Health Inc. doit être qualifiée de juste valeur, il convient de retenir pour la valeur recouvrable le montant le plus élevé entre le prix proposé dans cette offre (385 millions d'euros) diminué des coûts associés à la vente, et la valeur présente des flux d'exploitation attendus dans les plans d'affaires relatifs à la division CRM et données stratégiques. Les réalisations du premier semestre 2014, qui affichent une nette progression de la marge d'exploitation par rapport au premier semestre 2013, permettent de confirmer la validité des plans d'affaires établis pour cette division lors de la clôture 2013. Les tests d'impairment conduits à cette date avaient conclu à une valeur d'utilité de 516 millions d'euros. Le taux d'actualisation avant impôt retenu pour ces travaux s'élevait à 9,92% à fin décembre 2013 et s'établit, à méthode comparable, à 9,50% à fin juin 2014 ⁽¹⁾. Par conséquent, ni l'évolution du taux d'actualisation sur le premier semestre 2014, ni l'évolution de l'activité opérationnelle ne conduisent à une révision à la baisse de la valeur d'utilité de 516 millions d'euros. Aucune dépréciation des écarts d'acquisition n'est donc nécessaire au 30 juin 2014. Toutefois, il convient de noter que si l'offre d'IMS Health Inc. devait être acceptée par Cegedim, elle emporterait la constatation d'une moins-value comptable, sans impact sur la trésorerie, que le groupe estime de l'ordre de 180 millions d'euros, et qui serait imputable en priorité aux écarts d'acquisition de la division CRM et données stratégiques.

S'agissant des divisions Professionnels de santé et Assurances et services, les réalisations du semestre, bien qu'en deçà des attentes, ne sont pas considérées par le groupe comme des indices de perte de valeur susceptibles de remettre en cause les plans d'affaires établis lors de la clôture 2013. Les valeurs d'utilité déterminées à l'occasion de ces derniers travaux, respectivement de 420 millions d'euros et 424 millions d'euros couvrent largement la valeur des écarts d'acquisition affectés à ces divisions et permettent de confirmer l'absence de dépréciation.

⁽¹⁾ Taux d'actualisation

Le Groupe retient un taux d'actualisation unique pour toutes ses UGT. En effet, le centre de compétence et les bases de données servant de support à l'ensemble des services du Groupe sont centralisés et la distribution est locale. En outre, les clients de Cegedim sur son cœur de métier sont des groupes mondiaux avec lesquels il existe de plus en plus souvent des contrats multinationaux. Pour répondre aux contraintes des paragraphes 55 et 56 de la norme IAS 36, le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital sectoriel avant impôts. Ce taux avant impôt est appliqué à des flux d'exploitation avant impôt. Le Groupe confie le calcul de ce taux d'actualisation à un cabinet d'expertise indépendant. Les calculs font notamment référence à des échantillons de comparables boursiers et à des indices de référence permettant de déterminer une prime de risque et un bêta propre à Cegedim, ainsi qu'un ratio d'endettement cible applicable au secteur d'activité de Cegedim. Le calcul est réactualisé dès que les conditions de marché l'exigent et au moins une fois par an.

Note 7 – Titres mis en équivalence

Valeur des titres mis en équivalence

Entité	% intérêt 2013	Situation nette 31.12.13	QP situation nette 2013	Ecarts d'acqui- sition	Prov. risque	Valeur nette des titres ME au 31.12.13
Edipharm	20,00%	160	32	-	-	32
Infodisk	34,00%	-46	-16	-	-	-16
Millennium	49,22%	11 328	5 576	2 859	-	8 434
Primeum Cegedim	50,00%	192	96	-	-	96
Tech Care Solutions	50,00%	105	53	-	-	53
TOTAL		11 739	5 741	2 859	-	8 599

Entité	% intérêt 30.06.14	Résultat 30.06.14	QP résultat 30.06.14 retraité	Situation nette au 30.06.14	QP situation nette totale 30.06.14	Ecarts d'acqui- sition	Prov. risque	Valeur nette des titres ME au 30.06.14
Edipharm	20,00%	-82	-16	78	16	-	-	16
Infodisk	34,00%	-10	-4	-57	-19	-	-	-19
Millennium	49,22%	1 772	872	11 301	5 562	2 859	-	8 421
Primeum Cegedim	50,00%	217	109	333	167	-	-	167
Tech Care Solutions	50,00%	-10	-5	95	48	-	-	48
Galaxy Santé	49,00%	-	-	15	7	-	-	7
TOTAL		1 887	956	11 765	5 780	2 859	0	8 639

Variation des titres mis en équivalence

La variation des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

Titres mis en équivalence au 1 ^{er} janvier 2014	8 599
Distribution dividendes	-923
Augmentation de capital	-
Quote-part résultat au 30 juin 2014	956
Entrée de périmètre	7
TITRES MIS EN EQUIVALENCE AU 30 JUIN 2014	8 639

Note 8 – Créances clients

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clients		30.06.2014	31.12.2013
	Courants	Non courants		
Sociétés françaises	123 766	14 183 ⁽¹⁾	137 949	149 090
Sociétés étrangères	100 254	-	100 254	102 883
TOTAL VALEURS BRUTES	224 020	14 183	238 203	251 973
Provisions	7 611	-	7 611	7 636
TOTAL VALEURS NETTES	216 409	14 183	230 592	244 337

(1): Créances correspondant aux contrats de location-financière consentis par Cegelease échéance supérieure à un an.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

Ainsi, les clients en redressement ou liquidation judiciaire sont systématiquement dépréciés à 100 % et les créances échues de plus de six mois sont suivies au cas par cas et, éventuellement, dépréciées à hauteur du risque estimé de non recouvrement.

La part des échus dans le total des créances clients en valeur brute s'élève à 48 millions d'euros au 30 juin 2014.

Balance âgée

Balance âgée 30 juin 2014	Total Créances clients échues	Créances < à 1 mois	Créances de 1 à 2 mois	Créances de 2 à 3 mois	Créances de 3 à 4 mois	Créances > à 4 mois
Sociétés françaises	21 375	5 105	3 867	3 467	942	7 993
Sociétés étrangères	26 310	10 070	5 672	2 878	1 816	5 874
TOTAL	47 685	15 175	9 539	6 345	2 758	13 867

Créances cédées avec transfert de risque de crédit

Les conditions contractuelles du contrat d'affacturage (conclu en 2011) permettent le transfert des principaux risques et avantages liés aux créances cédées, et donc leur décomptabilisation du bilan.

En effet, d'après l'IAS 39, les créances cédées à des tiers (contrats d'affacturage) sont sorties de l'actif du groupe lorsque les risques et avantages qui leur sont associés sont substantiellement transférés à ces tiers et si la société d'affacturage prend notamment en charge le risque de crédit, le risque d'intérêt et de délai de recouvrement (voir "principes comptables" § créances clients du document de référence 2013).

Le montant des créances cédées avec transfert de risque de crédit ainsi décomptabilisées au sens d'IAS 39 dans le cadre de contrats d'affacturage au 30 juin 2014 s'élève à 19,8 millions d'euros, montant en hausse par rapport au 31 décembre 2013.

Il n'y a pas de trésorerie disponible au 30 juin 2014 dans le cadre de ces contrats.

Note 9 – Endettement financier net

(en milliers d'euros)	Financier	Divers ⁽¹⁾	30.06.2014	31.12.2013
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 5 ans)	423 636	-	423 636	298 349
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	97 350	7 408	104 758	215 300
Emprunts et dettes financières à court terme (> 6 mois, < 1 an)	-	2 012	2 012	1 704
Emprunts et dettes financières à court terme (> 1 mois, < 6 mois)	6 873	-	6 873	5 122
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 mois)	1 854	-	1 854	4 992
Concours bancaires courants	717	-	717	12 746
TOTAL DETTES FINANCIERES	530 429	9 420	539 849	538 214
Trésorerie active	79 834	-	79 834	66 973
ENDETTEMENT FINANCIER NET	450 594	9 420	460 015	471 241

(1) Le poste divers comprend principalement la participation pour un montant de 9 109 milliers d'euros.

Trésorerie nette

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Concours bancaires courants	717	12 746
Trésorerie active	79 834	66 973
TRESORERIE NETTE	79 118	54 227

Tableau de variation de l'endettement net

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Endettement net en début d'exercice (A)	471 241	486 250
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt	43 900	152 615
Impôt versé	-5 236	-12 451
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	27 733	9 424
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	66 397	149 588
Variation liée aux opérations d'investissement	-36 637	-70 747
Incidence des variations de périmètre	-467	-1 697
Dividendes	-	-
Augmentation du capital en numéraire	-53	-
Incidence des variations de cours des devises	284	-1 668
Intérêts versés sur emprunts	-20 833	-43 413
Autres produits et charges financiers versés ou reçus	-1 890	-8 339
Autres variations	4 425	-8 715
VARIATION NETTE TOTALE DE L'EXERCICE (B)	11 226	15 009
ENDETTEMENT NET EN FIN D'EXERCICE (A-B)	460 015	471 241

(1) La variation du besoin en fond de roulement de 27 733 milliers d'euros s'analyse par une variation des stocks, des créances clients et autres débiteurs de 8 175 milliers d'euros et une variation des fournisseurs et autres créditeurs de 19 558 milliers d'euros.

Les emprunts bancaires sont aux conditions suivantes :

	< 1 mois	> 1 mois, < 6 mois	> 6 mois, < 1 an	> 1 an, < 5 ans	> 5 an
Taux Fixe	1 854	6 873	0	52 256	423 636
Taux Euribor 1 mois	717	0	0	45 094	0
	2 571	6 873	0	97 350	423 636

Les principaux emprunts sont assortis de conditions portant sur les comptes consolidés, relatives notamment au niveau d'endettement net par rapport à l'excédent brut d'exploitation (ou l'EBITDA) consolidés. Ces ratios, respectés à la clôture, font l'objet d'une attestation annuelle par les commissaires aux comptes.

Financement

En mai 2007, Cegedim recevait un prêt d'actionnaire de 50,0 millions d'euros, le Prêt FCB, de la part de FCB, son plus important actionnaire. L'accord de prêt entre Cegedim S.A et FCB avait été signé le 7 mai 2007 ; il avait ensuite été amendé le 5 septembre 2008 puis le 21 septembre 2011 en vue d'une prorogation de la durée du prêt et d'une modification du taux d'intérêt applicable. En décembre 2009, FCB avait souscrit pour 4,9 millions d'euros d'actions à titre de remboursement d'une portion de la dette, ce qui avait entraîné une réduction du solde du prêt FCB qui était passé à 45,1 millions d'euros.

Le 10 juin 2011, Cegedim avait conclu un accord de prêt à terme et une facilité de crédit revolving multidevises pour un total de 280,0 millions d'euros. Le prêt à terme se montait à 200 millions d'euros et prévoyait des remboursements semestriels de 20 millions d'euros du principal. La facilité de crédit revolving s'élevait à 80 millions d'euros. Le prêt à terme et la facilité de crédit revolving arrivaient à échéance le 10 juin 2016.

Le 27 juillet 2010, le Groupe avait émis un emprunt obligataire de premier rang au taux de 7,0 % d'un montant de 300 millions d'euros remboursable le 27 juillet 2015. Cette émission n'était pas soumise aux exigences de déclaration de la Loi américaine sur les valeurs mobilières. L'emprunt obligataire était coté en bourse de Luxembourg et son code ISIN est FR0010925172. En novembre 2011, sur le marché ouvert, Cegedim avait procédé à un rachat d'obligations, sur le marché, pour un montant de 20 millions d'euros et les avait annulées. Par conséquent, le montant global en circulation des obligations était de 280 millions d'euros.

Le 20 mars 2013, Cegedim avait émis un emprunt obligataire de premier rang à 6,75 % d'un montant de 300 millions d'euros selon les règles Reg S et 144A, arrivant à échéance le 1er avril 2020. L'emprunt obligataire était coté en bourse de Luxembourg et les codes ISIN sont XS0906984272 et XS0906984355. Le prix d'émission avait été de 100 % de la valeur nominale. Cegedim avait utilisé le produit de l'émission pour les opérations suivantes :

- racheter les obligations à 7 % arrivant à échéance en 2015, suite à une offre de rachat au prix de 108 %, sur un montant en principal de 111,5 millions d'euros (il restait 168,6 millions d'euros d'obligations en circulation) ;
- rembourser le prêt à terme de 140 millions d'euros ;
- rembourser les tirages faits sur le crédit revolving ;
- payer les frais et dépenses liés à ces opérations.

Le 7 avril 2014, Cegedim a lancé une émission obligataire additionnelle de 100 millions d'euros portée dans la journée à 125 millions d'euros, sur son emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020. A l'exception de la date et du prix d'émission (105,75% augmenté des intérêts courus depuis le 1^{er} avril 2014), les obligations nouvelles sont identiques aux obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire 6,75% de 300 millions d'euros à échéance 2020 émis le 20 mars 2013. Le produit de cette émission obligataire a été utilisé, entre autres, pour financer le rachat de 106 millions d'euros de l'emprunt obligataire à échéance 2015 (au prix de 108,102%), payer la prime ainsi que les frais y afférant et rembourser les facilités de découvert bancaire.

La structure de la dette au 30 juin 2014 est la suivante :

- emprunt obligataire de 62,6 millions d'euros à 7 % arrivant à échéance le 27 juillet 2015 ;
- emprunt obligataire de 425 millions d'euros à 6,75 % arrivant à échéance le 1^{er} avril 2020 ;
- crédit revolving de 80 millions d'euros, arrivant à échéance le 10 juin 2016, non tiré au 30 juin 2014 ;
- prêt FCB de 45,1 millions d'euros arrivant à échéance en juin 2016;
- facilités de découvert.

L'exposition de la dette à la variation des taux Euro est partiellement couverte par une couverture de Taux Euro.

Au 30 juin 2014, la couverture de la dette à la variation des Taux Euro se compose de trois swap à prime nulle receveur Euribor 1 mois pré-fixé, payeur Taux Fixe à échéance le 29/12/2017, défini comme suit :

- taux de 4,565% sur un montant notionnel couvert de 20 000 milliers d'euros ;
- taux de 4,57% sur un montant notionnel couvert de 20 000 milliers d'euros;
- taux de 4,58% sur un montant notionnel couvert de 20 000 milliers d'euros.

La charge d'intérêt liée aux emprunts bancaires, obligataires, agios et commissions bancaires s'élève à 18 338 milliers d'euros au 30 juin 2014. Les intérêts liés au prêt d'actionnaire pour sur les six premiers mois de l'année 2014 s'élèvent à 1 189 milliers d'euros. La variation de juste valeur de ces dérivés a été enregistrée en capitaux propres pour la part efficace de ceux

qualifiés de couverture de flux de trésorerie (-900 milliers d'euros) et en résultat pour leur part inefficace et pour les dérivés non qualifiés de couverture en IFRS (758 milliers d'euros).

La valeur à la date de clôture des instruments de couverture est de 9 046 milliers d'euros.

Note 10 – Coût de l'endettement financier net

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	30.06.2013
PRODUITS OU EQUIVALENT DE TRESORERIE	399	201
Intérêts sur emprunts versés	-20 833	-24 765
Intérêts courus sur emprunts	-5 485	-2 181
Intérêts sur dettes financières	-26 318	-26 946
Autres intérêts et charges financières ⁽¹⁾	-1 923	-2 115
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	-28 241	-29 061
Ecart de change nets	-367	-1 280
Valorisation instruments financiers ⁽²⁾	758	-756
Autres produits et charges financiers non cash ⁽²⁾	3 010	-5 172
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	3 401	-7 208
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-24 441	-36 068

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	30.06.2013
(1) dont intérêts et charges financières Cegedim (FCB)	1 189	1 216
intérêts dettes Ixis	-	4
intérêts sur participations	507	574
TOTAL	1 696	1 794

<i>(en milliers d'euros)</i>		Publié 30.06.2013
(2) Reclassement de la dette au cout amorti de "Valorisation instruments financiers" en "Autres produits et charges non cash"		
Valorisation instruments financiers		-6 209
Autres produits et charges financiers non cash		281

Note 11 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants s'analysent en fonction des éléments suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	30.06.2013
Résultat opérationnel courant	21 106	25 949
Perte de valeurs sur immos corp et incorp (y.c. ECA)	-	-
Frais de restructuration	-2 258	-2 826
Plus ou moins value de cession d'actifs	-	-
Autres produits et charges non courants ⁽¹⁾	-6 863	-1 222
RESULTAT OPERATIONNEL	11 985	21 901

(1) dont 5 617 milliers d'euros de charges relatives à la condamnation par l'Autorité de la concurrence.

Note 12 – Impôt différé

Ventilation de la charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	30.06.2013
France	-418	-355
Etranger	-4 674	-6 524
TOTAL IMPOT EXIGIBLE	-5 092	-6 879
France	-574	6 846
Etranger	411	456
TOTAL IMPOTS DIFFERES	-163	7 302
CHARGE TOTAL D'IMPOTS	-5 254	423
Dont activités destinées à être cédées	-	-
CHARGE TOTAL D'IMPOTS	-5 254	423

Charge d'impôt théorique et charge d'impôt comptabilisée

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique du Groupe et la charge d'impôt effectivement comptabilisée est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014	30.06.2013
Résultat net	-16 755	-12 825
Quote-part dans les sociétés MEE	-956	-919
Impôt sur les bénéfices	5 254	-423
Résultat avant impôt des sociétés intégré (A)	-12 456	-14 167
<i>dont sociétés françaises intégrées</i>	<i>-20 868</i>	<i>-24 404</i>
<i>dont sociétés étrangères intégrées</i>	<i>8 412</i>	<i>10 237</i>
Taux d'impôt normatif en France (B)	38,00%	36,10%
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE (C) = (A) X (B)	4 733	5 114
Impact des différences permanentes	-5 601	-3 355
Impact des différences de taux d'imposition sur résultats bénéficiaires	2 588	2 417
Impact des différences de taux d'imposition sur résultats déficitaires activés	-7 442	-2 922
Impôts non activés sur résultats déficitaires	-1 139	-
Impact crédit d'impôt	1 607	-831
Impact dépréciation écarts d'acquisition	-	-
CHARGE D'IMPOT INSCRITE AU COMPTE DE RESULTAT	-5 254	423
Taux d'impôt effectif	0,00%	0,00%

Calcul du taux d'impôt normatif en France (B):

Base	33,33%
Contribution de 3,3% (IS > 763.000€)	1,10%
	34,43%
Contribution temporaire 10,7%	3,57%
Taux d'impôt normatif en France	38,00%

Par prudence, le Groupe n'a pas activé l'impôt différé de l'année sur les sociétés déficitaires.

Les principaux pays contributifs d'impacts des différences de taux d'imposition sur résultats bénéficiaires sont :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2014
UK	1 765
Luxembourg	339
Irlande	391
Pologne	151
Mexique	126
Inde	-572
France	45
Autres	342
Total	2 588

Actifs et passifs d'impôt différés

Analyse par catégories de différence temporelle de la position nette d'impôts différés comptabilisée au bilan (avant compensation par entités fiscales des actifs et passifs d'impôts différés).

	31.12.2013	Reclas- sement	Résultat	Variation de périmètre	Autres variations capitaux propres	Variation taux de change	30.06.2014
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Reports déficitaires et crédits d'impôts ⁽¹⁾	14 584	-	1 081	-	-	148	15 813
Engagement de retraite	7 960	-	478	-	-	-	8 438
Provisions non déductibles	3 978	-	-1 041	-	-	17	2 954
Mise à juste valeur des instruments financiers	3 338	-	-1 743	-	342	-	1 937
Annulation plus-value interne	6 619	-	-	-	-	-	6 619
Retraitement marge R&D	3 564	-	311	-	-	-	3 875
Retraitement dotation sur cession actif incorporel	1 827	-	-	-	-	-	1 827
Autres	11 086	-	-489	-	23	89	10 708
TOTAL IMPOTS DIFFERES ACTIFS	52 956	0	-1 404	0	365	254	52 171
Ecarts de conversion	0	-	1 244	-	-1 075	-170	-
Annulation amortissement dérogatoire	-1 236	-	279	-	-	-	-957
Plus-value latente Cegelease	-1 454	-	196	-	-	-	-1 258
Annulation amortissement fonds de commerce	-3 094	-	-167	-	-	-	-3 261
Annulation amortissement sur plus-value interne	-3 258	-	-315	-	-	-	-3 572
Crédit-bail	-124	-	7	-	-	-	-117
Activation R&D	-5 320	-	85	-	-	-	-5 235
Retraitement dotation sur marge R&D	-861	-	-158	-	-	-	-1 019
Actifs issus de regroupements d'entreprises	-3 533	-	0	-	-	-34	-3 567
Autres	-1 469	-	69	-	-	4	-1 397
TOTAL IMPOTS DIFFERES PASSIFS	-20 349	0	1 240	0	-1 075	-200	-20 383
IMPOT DIFFERES NETS	32 608	0	-164	0	-710	54	31 788

(1) Le montant de l'impôt correspondant aux déficits activés ne concerne que les US pour un montant de 15 813 milliers d'euros.

La variation des impôts différés constatés au bilan consolidé après compensation par entités fiscales des actifs et passifs d'impôts différés, se vérifie de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Actifs	Passifs	Net
Au 31 décembre 2013	42 121	-9 513	32 608
Impact résultat de la période	-1 404	1 240	-164
Impact capitaux propres	619	-1 275	-656
Impact de présentation nette par entité fiscale	159	-158	1
AU 30 JUIN 2014	41 495	-9 705	31 789

Le montant de l'impôt correspondant aux déficits non activés au 30 juin 2014 s'élève à 32 760 milliers d'euros pour les sociétés françaises et à 21 456 milliers d'euros pour les sociétés internationales.

Note 13 – Engagements hors bilan

Les cautions existantes au 31 décembre 2013 ont évolué de manière non significative au cours du premier semestre 2014.

Note 14 – Capital

Au 30 juin 2014, le capital est constitué de 13 997 173 actions (dont 25 871 actions d'auto contrôle) d'un nominal de 0,9528 euros soit un capital total de 13 336 506 euros.

Note 15 – Actions propres

21 180 actions propres ont été attribuées définitivement au cours du mois de juin 2014, au titre du plan du 8 juin 2010, pour un montant de 524 milliers d'euros.

Attribution d'actions gratuites

Les conseils du 29 juin 2011, du 19 septembre 2012 et du 04 juin 2013 ont été autorisés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 08 juin 2011 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Le conseil du 08 juin 2010 a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2008 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les actions attribuées gratuitement donneront droit aux dividendes dont la distribution aura été décidée à compter de la date d'attribution. Le plan du 08 juin 2010 a autorisé une attribution maximum de 32 540 actions gratuites. Le plan du 29 juin 2011 a autorisé une attribution maximum de 41 640 actions gratuites. Le plan du 19 septembre 2012 a autorisé une attribution maximum de 31 670 actions gratuites. Le plan du 04 juin 2013 a autorisé une attribution maximum de 48 870 actions gratuites ;
- L'attribution des dites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution et de quatre ans pour les bénéficiaires n'ayant pas leur résidence fiscale en France à la date d'attribution ;
- Les actions seront définitivement attribuées à leurs bénéficiaires sous la seule condition : absence de démission, révocation ou licenciement ;
- A compter de la date d'attribution définitive, les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution devront conserver les dites actions pendant une durée de 2 ans à compter de la date d'attribution définitive.

En application de la norme IFRS 2, la charge mesurant "l'avantage" offert aux salariés est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires. Le montant comptabilisé en produits sur le premier semestre 2014 s'élève à 517 milliers d'euros.

Les principales caractéristiques du plan sont les suivantes :

	Plan du 08.06.10	Plan du 29.06.11	Plan du 19.09.12	Plan du 04.06.13
Date de l'Assemblée Générale	22/02/08	08/06/11	08/06/11	08/06/11
Date du Conseil d'administration	08/06/10	29/06/11	19/09/12	04/06/13
Date d'ouverture du plan	08/06/10	29/06/11	19/09/12	04/06/13
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	32 540	41 640	31 670	48 870
Prix initial de souscription	55,00€	39,12 €	15,70 €	24,46 €
Date de libre disposition des actions gratuites				
France	08/06/12	28/06/13	18/09/14	03/06/15
Etranger	08/06/14	28/06/15	18/09/16	03/06/17

Situation des plans au 30 juin 2014 :

	Plan du 08.06.10	Plan du 29.06.11	Plan du 19.09.12	Plan du 04.06.13
Nombre total d'actions attribuées	-	24 470 actions	26 950 actions	43 130 actions
Nombre total d'actions restant à acquérir, après levées d'options constatées et options annulées	-	24 470 actions	13 980 actions	36 115 actions
Prix d'acquisition ajusté des attributions d'actions gratuites				
France	51,45 €	36,04 €	15,24 €	23,74 €
Etranger	43,40 €	29,95 €	13,35 €	20,79 €

Note 16 – Dividendes

Aucun dividende n'a été versé au titre de l'exercice 2013, conformément à la décision prise lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2014.

Note 17 – Effectifs

	30.06.2014	30.06.2013
France	3 400	3 408
International	4 594	4 713
TOTAL EFFECTIF	7 994	8 121

Note 18 – Frais de personnel

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013
Coût du personnel	-218 631	-220 955
Participation et intéressement	-1 611	-1 277
Actions gratuites	517	-111
FRAIS DE PERSONNEL	-219 725	-222 344

Note 19 – Evénements post clôture

La décision n°14-D-06 du 8 juillet 2014 de l'Autorité de la concurrence inflige une amende de 5,7 millions d'euros à Cegedim suite à une saisine de la société Euris. Cette dernière reprochait à Cegedim de refuser de vendre la base de données OneKey aux clients utilisant le logiciel d'Euris. Pour rappel, Cegedim justifiait ce refus par l'existence d'un contentieux pour contrefaçon de sa base de données OneKey par Euris.

Cette décision a fait l'objet d'un recours devant la Cour d'Appel de Paris. La décision de l'Autorité de la concurrence étant exécutoire, Cegedim a comptabilisé une charge à payer du montant de l'amende à fin juin 2014.

A noter que ce risque avait été indiqué dans le point 4.3.24 du Document de Référence 2013 ainsi que dans la note d'opération publiée lors de l'émission obligataire d'avril dernier.

Cette amende n'est toutefois pas de nature à remettre en cause les termes de la transaction proposée par la société IMS Health le 24 juin dernier.

A l'exception des faits indiqués ci-dessus, il n'y a eu, au cours de cette période et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

Note 20 – Saisonnalité

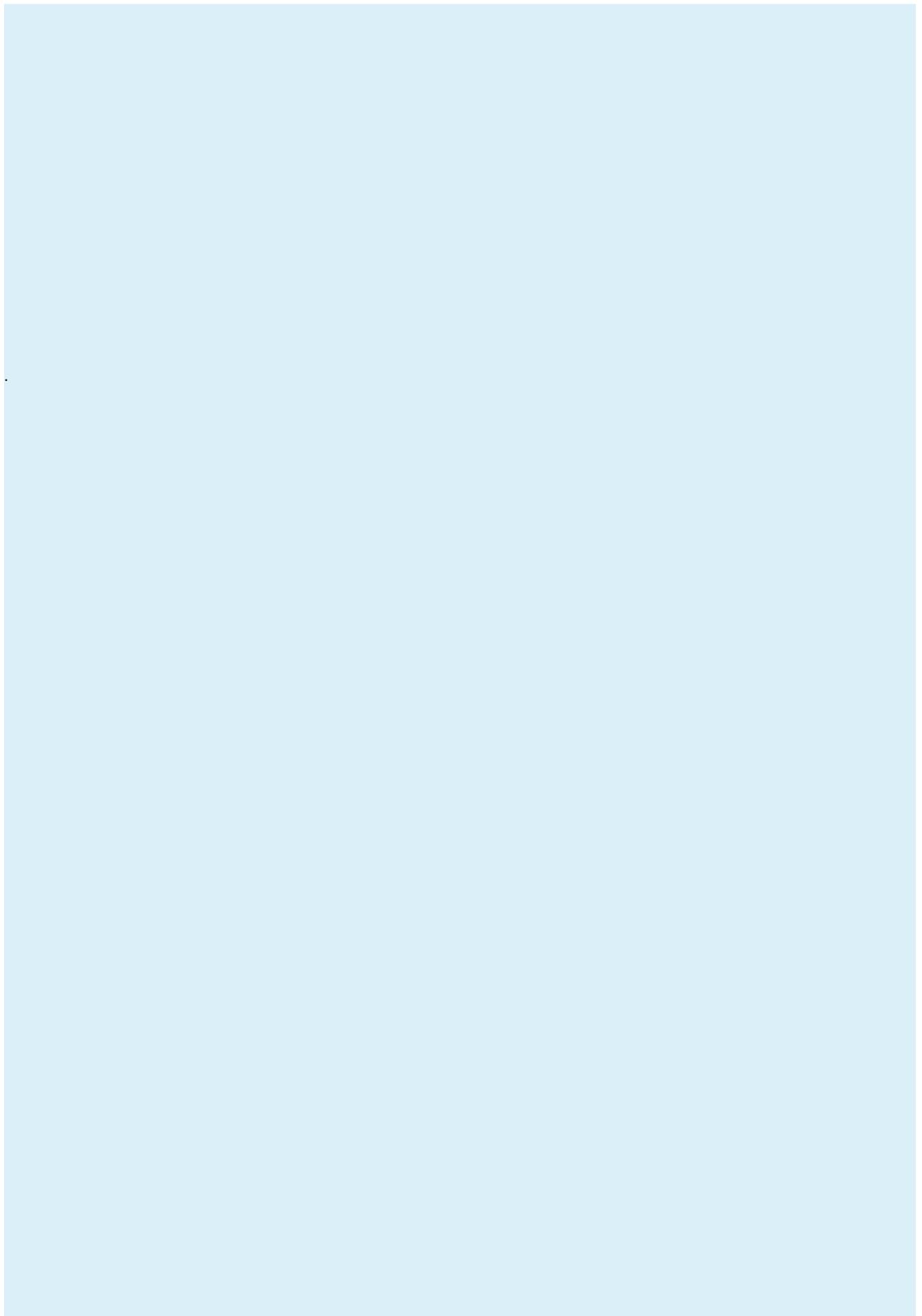
Les activités du Groupe sont marquées par certains effets de saisonnalité du fait, entre autre, de son activité d'éditeur de logiciel et de fournisseur de bases de données.

Le résultat d'exploitation des deuxième et quatrième trimestres est généralement meilleur que celui des deux autres trimestres et, dans l'ensemble, le résultat d'exploitation du second semestre est meilleur que celui du premier. Ceci est largement dû à la nature saisonnière des processus de décision de clients de Cegedim. En particulier, en ce qui concerne la division CRM et données stratégiques, les clients font plus appel aux services du Groupe à la fin de l'année car ils analysent les résultats de leurs efforts de marketing et de ventes au cours de l'année et élaborent des stratégies et les budgets pour l'année suivante. Les délégués médicaux, afin d'atteindre leurs objectifs annuels, ont également tendance à faire un usage plus important de nos services en fin d'année. Enfin, les divisions Professionnels de santé et Assurances et services sont également marquées par un certain effet de saisonnalité puisque certains clients investissent dans les offres du Groupe à la fin de l'année afin de tirer pleinement parti de leurs budgets annuels.



Informations complémentaires.

- Glossaire 77
- Calendrier Financier 79
- Contacts 79





Glossaire

Chiffre d'affaires à changes constants : Lorsqu'il est fait référence aux variations du chiffre d'affaires à changes constants, cela signifie que l'impact des variations de taux de change a été exclu. Le terme « à change constant » recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.

Chiffre d'affaires à périmètre constant : L'effet des changements de périmètre est corrigé en retraçant les ventes de l'exercice antérieur de la manière suivante :

- en retirant la partie des ventes provenant de l'entité ou des droits acquis pour une période identique à la période pendant laquelle ils ont été détenus sur l'exercice en cours ;
- de même, lorsqu'une entité est cédée, les ventes pour la partie en question sur l'exercice antérieur sont éliminées.

Données organiques : à structure et taux de change constants

Croissance interne : la croissance interne recouvre la croissance résultant du développement d'un contrat existant, notamment du fait de la hausse des tarifs et/ou volumes distribués ou traités, des nouveaux contrats, des acquisitions d'actifs affectés à un contrat ou un projet particulier.

Croissance externe : la croissance externe recouvre les acquisitions intervenues sur l'exercice présent ainsi que celles ayant eu un effet partiel sur l'exercice passé, nettes de cessions, d'entités et/ou d'actifs.

EBIT : pour Earnings Before Interest and Taxes. Il correspond au chiffre d'affaires net duquel sont déduites les charges d'exploitation (telles que salaires, charges sociales, matières, énergie, études, prestations, services extérieurs, publicité, etc.). Il correspond au résultat d'exploitation pour le Groupe Cegedim.

EBIT courant : il correspond à l'EBIT retraité des éléments non courants tels que les pertes de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles, les restructurations, etc. Il correspond au résultat d'exploitation courant pour le Groupe Cegedim.

Charges opérationnelles : Elles sont définies comme les achats consommés, les charges externes et les frais de personnel.

EBITDA : pour Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization. On parle d'EBITDA lorsque les amortissements et réévaluations ne sont pas pris en compte. Le «D» désigne l'amortissement des immobilisations corporelles (telles que bâtiments, machines ou véhicules) alors que le «A» désigne l'amortissement des immobilisations incorporelles (brevets, licences, goodwill). L'EBITDA est retraité des éléments non-courants tels que les pertes de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles, les restructurations, etc. Il correspond à l'excédent brut d'exploitation courant pour le Groupe Cegedim.

BNPA : pour Bénéfice Net Par Action. Le BNPA est un indicateur financier spécifique que le Groupe définit comme le résultat net divisé par la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation.

Endettement Financier Net : L'Endettement Financier Net représente la dette financière brute (les dettes financières non courantes, courantes, les concours bancaires, le retraitement de la dette au coût amorti et les intérêts courus sur emprunts) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette.

Free cash flow : le Free cash flow correspond au cash généré, net de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions, (iv) intérêts financiers nets versés et (v) impôts versés.

Marge opérationnelle : est définie comme étant le ratio EBIT/chiffre d'affaires.

Marge opérationnelle courante : est définie comme étant le ratio EBIT courant/chiffre d'affaires.

Trésorerie nette : est définie comme étant le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie moins le montant des découverts bancaires.

Réconciliation : Cette division regroupe à la fois des activités inhérentes au statut de tête de Groupe coté, et des activités de support aux trois secteurs opérationnels du Groupe. Les activités de support sont refacturées aux filiales utilisatrices, à des prix de marché, et recouvrent notamment la tenue de comptabilité, la gestion des ressources humaines et de la trésorerie, l'assistance juridique et le marketing. Les activités de tête de Groupe ne sont pas refacturables et recouvrent notamment le management stratégique du Groupe, la production d'informations consolidées et la communication financière. Les activités de la division Réconciliation sont essentiellement réalisées par la maison mère Cegedim SA, qui exerce par ailleurs des activités opérationnelles dont la principale est le CRM. Auparavant, les activités de la division Réconciliation étaient logées dans la division de rattachement de la principale activité opérationnelle de Cegedim SA : CRM et données stratégiques. Cette distinction permet de mieux appréhender l'impact de ce pôle de compétences dans les comptes du Groupe.



Calendrier Financier Contacts

Calendrier Financier

Résultats T1 2014

27 Mai 2014

Chiffre d'affaires T2 2014

29 Juillet 2014

Résultats T2 2014

18 Septembre 2014

Chiffre d'affaires T3 2014

28 Octobre 2014

Résultats T3 2014

27 Novembre 2014

Toutes les publications se font après bourse et sont suivies d'une conférence téléphonique en anglais à 18h15 (heure de Paris)

Contacts

Investisseurs

Jan Eryk Umiastowski
Directeur des investissements
Directeur des Relations Investisseurs
Tél : +33 (0) 1 49 09 33 36
janeryk.umiastowski@cegedim.com

Adresse

137 rue d'Aguesseau
92100 Boulogne - Billancourt
Tél : +33 (0)1 49 39 22 00

Internet

www.cegedim.fr/finance

Communication & Presse

Aude Balleydier
Responsable Communication
Tél : +33 (0) 1 49 09 68 81
aude.balleydier@cegedim.com

Agence de presse

Guillaume de Chamisso
PRPA Agency
Tél : +33 (0) 1 77 35 60 99
guillaume.dechamisso@prpa.fr

Application Mobile

Pour smartphone et tablettes
Sur iOS et Android



Rapports de revue.

- Attestation du responsable du rapport financier du semestriel 82
- Rapport des commissaires aux comptes 83



Attestation du responsable du rapport financier semestriel de 2014

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Les comptes consolidés semestriels condensés présentés dans ce document ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux. Sans remettre en cause leurs conclusions, leur rapport attire l'attention sur la note 2 « Faits marquants » et la note 6 « Ecarts d'acquisition » de l'annexe aux comptes consolidés condensés qui exposent le contexte et le traitement comptable de l'offre ferme pour le rachat de la division CRM et données stratégiques au 30 juin 2014.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 18 septembre 2014.

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général
Cegedim S.A.



Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle Société Cegedim Période du 1^{er} Janvier 2014 au 30 Juin 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société CEGEDIM, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à

l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Faits marquants » et la note 6 « Ecart d'acquisition » de l'annexe aux comptes consolidés condensés qui exposent le contexte et le traitement comptable de l'offre ferme pour le rachat de la division CRM et données stratégiques au 30 juin 2014.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés

Fait à Paris et Courbevoie, le 18 septembre 2014

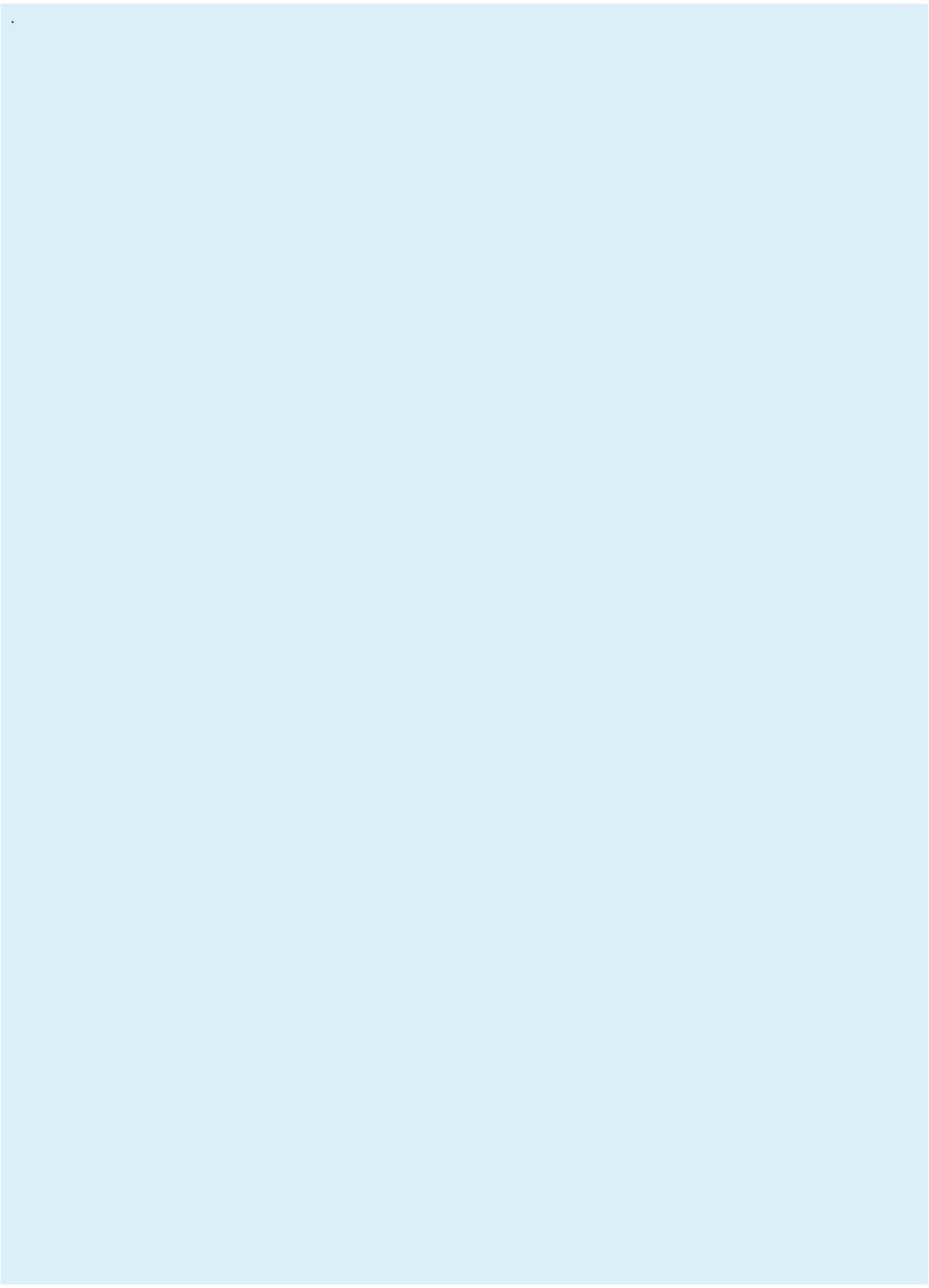
Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Member français de Grant Thornt
International

Mazars

Solange Aïche
Associé

Jérôme de Pastors
Associé





Publié le 27 mai 2014



Publié le 18 septembre 2014



Disponible le 27 novembre 2014

Conception & Réalisation: Direction de la Communication de Cegedim



Siège Social :
127-137 rue d'Aguesseau 92100 Boulogne-Billancourt – France
Téléphone: +33 1 49 09 22 00 - Fax: +33 1 46 03 45 95
E-mail: investor.relation@cegedim.com
www.cegedim.fr/finance
R.C.S. Nanterre : B 350 422 622 - Code NAF: 6311 Z
Société anonyme au capital de 13.336.506,43€

Les documents juridiques relatifs à Cegedim sont consultables au siège